

III Année

№ 136-137

Mars-Avril 1938

PROMÉTHÉE

ORGANE DE DÉFENSE NATIONALE

des Peuples opprimés de l'U.R.S.S.

Directeur : Georges Gvazava.

XIII Année

№ 136-137

Mars-Avril 1938

PROMÉTHÉE

ORGANE DE DÉFENSE NATIONALE

des Peuples opprimés de l'U.R.S.S.

Directeur : Georges Gvazava.

S O M M A I R E

<i>A propos d'une conférence</i>	**
<i>Une grande faillite soviétique</i>	J. Charlet
<i>Le testament de Pierre le Grand</i>	E. Pataridzé
<i>Les nations opprimées de l'U.R.S.S.</i>	M. Danko
<i>La Russie et les pays baltiques</i>	J. Salakaja
<i>Le problème du Caucase</i>	A. Assathiani
<i>Une fantome dans l'histoire</i>	M. Kovalsky
<i>La leçon d'une guerre</i>	I. Zatachansky
<i>Document pour l'étude de l'histoire de l'Azerbaïdjan</i>	Mir Yacoub
<i>Patrie</i>	R. Meynadier
<i>Chronique : Ukraine</i>	**
<i>Bibliographie : N. de Basily.— « La Russie sous les Soviets »</i>	C. K.

Direction et Administration :

18, Bd du Montparnasse, 5, square du Croisic - Paris

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples opprimés de l'U.R.S.S.

A propos d'une conférence

Il y a quelques jours, sur l'invitation d'un de mes amis Français, j'assistais à une conférence de M. Doriot, à la Salle Wagram. La salle était comble. On y voyait des intellectuels d'élite, des représentants de la petite et de la moyenne bourgeoisie et beaucoup d'ouvriers. J'avais entendu beaucoup parler de M. Doriot, mais je n'avais jamais eu l'occasion de le rencontrer.

Il est certain que comme orateur et homme politique il faut lui rendre toute justice. C'est un tribun populaire avec un tempérament ardent, rappelant par certains côtés la figure de Danton, surtout lorsqu'il s'agit d'exalter le peuple, de l'entraîner à sa suite ; nous dirions même que ces deux tribuns ont, entre eux, au physique, une certaine ressemblance. Au cours de ma carrière politique, j'ai rarement rencontré de si brillants orateurs que M. Doriot ; ajoutons que du fait de sa jeunesse, de larges perspectives s'ouvrent devant lui.

M. Doriot est un homme politique de valeur, à en juger par l'analyse qu'il a faite de la situation politique en France et hors de France. En ma qualité d'étranger, une chose m'in-

téressait avant tout : c'est la manière dont serait présentée la situation politique, à l'extérieur.

Dans l'exposé que fit M. Doriot, deux heures durant, il fit preuve de connaissances remarquables sur de multiples questions ; il fit un diagnostic précis sur les problèmes politiques de l'heure et en tira des deductions parfaitement exactes quant aux intérêts nationaux français : renforcer les liens d'amitié qui unissent la France à l'Angleterre d'une part, s'efforcer de trouver un compromis avec l'Italie d'autre part, conclure avec elle et la Yougoslavie un accord auquel participerait la Pologne afin, comme le disait M. Doriot, d'établir « une solide barrière contre l'expansion allemande », dangereuse, selon lui, pour tous ces peuples.

Il nous semble que ce point de vue est partagé par la plus grande partie de l'opinion publique française, aussi bien que par ses hommes politiques. Cependant, M. Doriot a exprimé une idée aussi audacieuse qu'originale en ce qui concerne l'alliance franco-tchécoslovaque et la

question toujours brûlante du pacte franco-russe.

Nous nous arrêterons sur la seconde question qui nous intéresse tout particulièrement et nous nous permettrons de donner notre opinion à ce sujet.

Nombreux sont en France les hommes politiques et non des moindres, non seulement parmi les socialistes et les radicaux, sans parler des communistes, mais encore dans les milieux parlementaires de droite qui sympathisent avec le pacte franco-soviétique. L'un des plus influents d'entre ces derniers, M.P.Reynaud, aujourd'hui ministre, dans un discours prononcé récemment dans la salle de l'Union des Conférenciers, boulevard St-Germain, émettait l'avis que le pacte franco-soviétique est la condition indispensable de l'équilibre européen, que les sentinelles russes et françaises, au port d'armes, aux deux extrémités de l'Europe sont la meilleure garantie de la paix européenne. Le peuple russe, au nombre de 170 millions, et l'alliance franco-russe à laquelle rêvait Napoléon III et que réalisa la III^e République, doivent être la pierre angulaire de la politique extérieure de la France.

Le conférencier regretta que la Pologne ne sympathisât point avec cette politique et qu'elle se soit abstenue de conclure un pacte de sécurité collective. Pourquoi cette abstention ? — Sur les causes de cette réserve de la Pologne, le conférencier ne dit mot. Par contre la Pologne avait ses raisons : elle estimait que le jour où elle serait englobée dans un vaste accord de sécurité collective, Varsovie ne pourrait défendre ses intérêts primordiaux, les seuls qui l'intéressent, qu'il lui serait impossible,

par ce système, d'occuper une place honorable à laquelle la Pologne a droit en raison de sa situation géopolitique et de son histoire, que de ce fait elle perdrait tout son prestige, tout le poids qu'elle exerce sur ses voisins immédiats et sur l'Europe orientale en général.

Mais il est encore une autre considération, celle-ci d'ordre intérieur : La Pologne n'a jamais oublié qu'elle est proche voisine de la Russie soviétique et qu'en faisant alliance avec elle, elle courait un risque, celui de voir la contagion communiste se répandre dans le pays et atteindre une partie de la population.

M. Doriot a abordé la question du pacte franco-soviétique sous un angle tout différent : tout d'abord il considère ce pacte comme un instrument nuisible pour les intérêts français, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Faisant la critique de cette partie de la politique française, M. Doriot dit sans ambages, que le pacte avec les Soviets est la cause initiale de toutes les crises intérieures que traverse la France en ce moment. Les agents de Moscou, ses missionnaires, ses partisans pénètrent dans les usines, dans les établissements publics avec leur propagande camouflée, démoralisent les ouvriers et employés, suscitent des troubles sociaux, compromettant ainsi l'autorité de l'Etat.

La Russie soviétique, d'après M. Doriot, pousse la France à la guerre ; elle veut allumer l'incendie mondial auquel elle aspire, et cette alliance, bien que défensive dans son esprit, n'en crée pas moins une atmosphère de troubles à l'intérieur, une tension dangereuse à l'extérieur d'où peut sortir une nouvelle guerre.

M. Doriot a souligné également la position prise par la Pologne par rapport au pacte franco-soviétique, et il en déduit que l'alliée de la France avait ses raisons d'agir ainsi, raisons d'ordre politique et militaire et aussi stratégique. Or, au point de vue de la stratégie, l'Allemagne est bien plus favorisée. Les Polonais se représentent fort bien ce que seraient les suites d'une alliance militaire avec la Russie soviétique qui, du fait des circonstances, devraient laisser pénétrer l'armée soviétique sur leur territoire. Or, la présence éventuelle d'une armée russe sur le territoire de la Pologne ne serait pas sans inquiéter les Polonais qui ne peuvent oublier leur tragique histoire de ces deux derniers siècles.

M. Doriot oublie encore qu'une alliance avec la Russie soviétique porterait atteinte au prestige de la Pologne aux yeux des peuples de l'Europe orientale tels que la Lettonie, l'Estonie, la Finlande, la Roumanie et même la Hongrie, attendu que ces peuples voient en la Pologne une alliée naturelle contre Moscou.

Ajoutons que les buts historiques de la Pologne et de la Russie sont complètement divergents ; c'est ce qui explique l'absence de toute sympathie des Polonais à l'égard de l'alliance franco-russe.

En ce qui concerne le problème tchécoslovaque M. Doriot souligna que la Tchécoslovaquie est un Etat hétérogène où les Allemands des Sudètes, les Slovaques, les Hongrois, les Polonais revendiquent impérieusement leur autonomie...

Nous nous garderons bien, dans le cas présent, de nous prononcer à ce sujet, cette question n'intéressant que

la France qui mieux que quiconque sait ce qui lui reste à faire...

Parlant de la Russie, M. Doriot qui connaît si bien la situation à l'intérieur, s'est étendu sur les procès organisés par M. Staline tout en s'attristant sur la malheureuse situation de cette population russe de 170 millions.

En cas de guerre, selon M. Doriot, l'Union soviétique sera entièrement rivée à la question de la défense des frontières en Extrême-Orient, directement menacées par le Japon. L'immense frontière qui s'étend sur des milliers de kilomètres, la désorganisation économique et administrative à l'intérieur, enlèveront toute possibilité aux Soviets d'être un élément actif en Occident...

En faisant état des 170 millions d'habitants de l'Union soviétique, M. Doriot entendait parler d'une population homogène, oubliant que ladite Union soviétique est une mosaïque de peuples, qu'une bonne moitié de la population est constituée par des nationalités englobées par la violence dans cette Union et qu'elles cherchent par tous les moyens à se libérer du joug moscovite pour devenir indépendantes. Conséquemment, en cas de conflit extérieur, ces peuples ne manqueront pas de se soulever contre leurs oppresseurs. L'Ukraine avec ses 30 millions d'habitants, les peuples turko-tartares dont le nombre atteint ce même chiffre, les 10 millions de Caucasiens, les Blancs-Russes, les Cosaques, etc. sont autant d'éléments nationaux qui aspirent à l'indépendance.

On peut juger jusqu'à quel point ce mouvement s'est développé, à pénétré dans les profondeurs de la vie de ces peuples, où l'on trouve même

des communistes, en lisant le compte rendu du dernier procès des 21 à Moscou. Malgré tous leurs efforts, ni M. Staline, ni ses partisans n'ont pu empêcher que ce mouvement ne soit révélé au grand jour.

Qu'on le veuille ou non, ce facteur prive les Soviets de toute importance en cas de guerre, et M. Staline lui-même se rend bien compte qu'une mobilisation générale entraînerait un mouvement spontané de forces centrifuges qui précipiterait la dislo-

cation de l'Union soviétique. C'est pourquoi toute la politique du Kremlin consiste à éviter des complications en Orient et, par contre, à déchaîner un conflit en Europe occidentale, ce qui lui permettrait de propager le bolchevisme et l'anarchie parmi les peuples européens.

Nous sommes on ne peut plus surpris de constater que M. Doriot, si au courant de la situation en Union soviétique, ait complètement ignoré ce côté primordial de la question.



Une grande faillite soviétique :

LE TRANSFERT DE L'INDUSTRIE LOURDE EN ASIE

Toute l'économie soviétique dépend de considérations d'ordre divers ; si le militaire l'emporte sur l'économique, dans le sens propre du mot, le facteur psychologique prime tout. Nous n'exagérons rien en disant qu'il s'agit plutôt de la psychopathologie ; c'est en effet la peur qui reste le mobile le plus puissant du régime bolchévik, la peur de la nouvelle terreur, élevée par Staline à la hauteur de raison d'Etat, probablement pour commémorer le vingtième anniversaire de l'Union Soviétique ; peur des ennemis — à l'extérieur et à l'intérieur ; en un mot, la peur de tout et partout ; d'où la collectivisation agraire forcée qui est le plus grand massacre « indirect » que connaisse l'histoire du monde... Il y a aussi, et en dépendance directe des mobiles que nous venons de mentionner, la peur de prendre ses responsabilités ; ceci, uni à un manque évident de capacités d'organisation, a été, no-

tamment, la cause de la réorganisation de l'ancien Commissariat du Peuple de l'Industrie Lourde, en trois ministères indépendants : vers la fin de 1936 on a créé un Commissariat spécial des Industries de la Défense (c'est-à-dire des industries de guerre) ; et c'est le 23 août 1937 que surgit un troisième Commissariat : celui des Industries Mécaniques (c'est-à-dire de la construction des machines). Le rôle du Commissariat de l'Industrie lourde, après ces deux amputations, se borne maintenant à la production de la houille, du fer (minerai, fonte, acier, laminés), des métaux « de couleur », du pétrole, des produits chimiques, de l'électricité et des matériaux de bâtiment...

En outre les trois Commissariats devaient réaliser les fameux plans soviétiques, tout d'abord la tranche du plan quinquennal (premier, second, troisième), et, finalement, un plan beaucoup plus restreint, calculé

TABLEAU I.

PRODUCTION DE LA FONTE EN U.R.S.S.

REGIONS	1927/28	1932	PLAN POUR 1937	SECOND PLAN QUINQUENNAL
	En pourcentage			
REGIONS ANCIENNES	3,22	2,86	4,1	4,4
REGIONS DU SUD	75,37	72,77	68,8	62,9
REGIONS DE L'EST (Oural, Asie)	21,41	24,37	27,3	32,7

TABLEAU II.

CONSTRUCTION DES HAUTS-FOURNEAUX ET DES FOURS MARTIN

Régions	Hauts-Fourneaux			Fours Martin		
	2-ème Plan Quinquennal	Construits et allumés 1932/36	A construire et à allumer d'après le plan pour 1937	2-ème Plan Quinquennal	Construits et allumés 1932/36	A construire et à allumer d'après le plan pour 1937
Sud	22	11	4	58	29	4
Est	19	4	1	66	23	6
Centre	4	4	—	6	4	—
Total	45	19	5	130	56	10

TABLEAU III :

PRODUCTION DU MINÉRAI DE FER.			
REGIONS	1932	1937 D'APRÈS LE PLAN QUINQUENNAL	1937 D'APRÈS LE PLAN ANNUEL
		En pourcentage	
MOSCOU	1,48	3,53	2,42
VORONEJ	2,7	5,00	2,74
ORENBOURG	—	2,06	0,85
OURAL	25,9	23,82	25,77
SIBÉRIE OCCIDENTALE	—	2,35	2,26
EXTRÊME-ORIENT	—	0,15	—
CRIMÉE	4,28	11,03	3,7
UKRAÏNE	65,69	47,06	62,25

pour un an seulement. A la base de tous ces plans il y avait pourtant une idée maîtresse : pour le second plan quinquennal ce fut l'idée de transférer la plus grande partie de la métallurgie soviétique en Asie. Par un développement plus égal de cette industrie sur tout le territoire de l'Union Soviétique et par l'appui spécial donné à la métallurgie en Asie, les Soviets voulaient :

- a) du point de vue militaire :
 - 1) créer une base indépendante de production pour l'armée spéciale d'Extrême-Orient ;
 - 2) soustraire la plus grande partie de la métallurgie aux attaques aériennes en cas de guerre ;
- b) du point de vue économique : créer une liaison entre les minerais et les usines de transforma-

tion, en construisant ces dernières près des mines et en créant ainsi des « combinats ».

Bientôt, au printemps de 1938, nous pourrions affirmer que la réalisation de cette grande idée a lamentablement échoué : le transfert de l'industrie lourde soviétique en Asie est devenu une des plus grandes faillites du régime.

L'industrie soviétique, mal dirigée,

souffrant d'une pénurie de techniciens, employant des ouvriers manifestement sous-alimentés et dont la condition humaine est certainement inférieure à celle de leurs prédécesseurs sous le régime tsariste, le tout travaillant sous la terreur constante des « épurations » de « saboteurs, d'espions etc. » ne peut, évidemment pas « donner son plein », surtout, si l'on tient compte de l'attitude purement théorique des auteurs de plans et du décalage entre ces plans et la vie pratique.

L'idée du transfert de la métallurgie était bonne. Il y a, dans l'Oural et dans le bassin de Kouznetzk, suffisamment de minerai de fer et de combustibles. Mais il aurait fallu, comme condition essentielle et primordiale de la réussite, rapprocher les minerais de l'Oural de la houille de Kouznetzk ; pourtant ces deux matières sont éloignées, l'une de l'autre, de presque 2.000 km. Une liaison rapide par chemin de fer s'imposait donc, mais, jusqu'à présent, tout au moins, ce chemin de fer n'a pas été construit. Par contre, le hasard aidant, on a trouvé des minerais dans les montagnes de l'Asie et de la houille dans l'Oural et dans le Kazakhstan. Ces mines ne sont situées qu'à la distance de mille kilomètres environ des fonderies-monstres de Magnitogorsk.

D'autre part, puisque l'industrie lourde de l'Ukraine constitue une entité séparée, les mines et usines métallurgiques en Asie en ont constitué une autre, et cela, malgré les grandes distances et le réseau nettement insuffisant des moyens de communication. En 1932, c'est-à-dire au commencement de la période du second

plan quinquennal, l'Est russe produisait un quart environ de la production totale métallurgique de l'URSS. On prévoyait, qu'en 1937, à la fin de la réalisation du second plan quinquennal, un tiers de la production métallurgique russe serait fourni par les régions asiatiques de l'Union Soviétique. En même temps le pourcentage de production d'énergie électrique devait augmenter en Asie russe de 6,5 à 20 % de la production totale panrusse, et la production de machines — de 5 à 10 %. La moitié des investissements industriels a été consacrée aux besoins du développement de l'industrie lourde en Asie.

Nous avons déjà mentionné le double but militaire et économique qui déterminait l'idée de ce développement. Il nous faut encore ajouter le problème subsidiaire, mais encore très important et qui est celui de la politique soviétique envers les nationalités de l'Union. Moscou avait tout à craindre de l'Ukraine ou du Caucase ; en Asie, où la population est beaucoup moins dense et où les immigrations massives d'ouvriers, de techniciens et de fonctionnaires ont créé, autour des nouveaux centres industriels, un solide noyau grand-russe, — cette crainte s'affaiblissait. Par contre, les difficultés techniques de construction d'usines et de mise en valeur de mines furent sous-estimées ; c'est pourquoi il a été impossible aux dirigeants russes de remplir les obligations prévues par les différents « plans ». Le premier tableau démontre clairement le pourcentage de la production métallurgique régionale en U.R.S.S. Il faut dire qu'en vérité le plan est loin d'être réalisé : la part de l'Est est encore aujourd'hui légèrement supé-

rieure à un quart de la production totale de la fonte.

Le tableau II nous montre, d'une façon encore plus saisissante, le décalage entre la théorie et la réalité : au cours des premiers quatre ans du second plan quinquennal (1932-1936) on n'a construit et allumé que 50 % des hauts-fourneaux prévus par le plan. En cas de réalisation du plan 1937, il restera encore 30 % de travaux non-exécutés. Pour la région orientale le pourcentage des réalisations au cours de quatre ans n'est que de 21 %. C'est surtout dans l'Oural que cela n'allait pas du tout : au lieu de construire 13 hauts-fourneaux, on n'en a construit que trois jusqu'à la fin de 1937 ! Des 49 fours Martin prévus, on n'en a construit que 13 pendant quatre ans, et 4 en 1937.

Pour les grandioses constructions entreprises en Asie, il faut également d'énormes quantités de fer. Or, la production asiatique ne couvre pas les propres besoins de la région. Ces besoins sont plus grands que ceux de l'ancien centre de Moscou-Ivanovo et même que ceux de l'Ukraine. Par conséquent de gros transports de fer d'Europe sont nécessaires, pour combler le déficit sibérien.

Le tableau trois nous donne le pourcentage de la production du minerai de fer pour les régions russes. Puisque les longs et coûteux transports en sont la conséquence immédiate. D'après les données soviétiques officielles on a dû, au cours de l'année 1935, transporter dans les régions centrales plus de 500.000 tonnes de minerai de fer venant de l'Oural et du Sud du pays. Cela s'est

fait malgré l'existence de mines plus rapprochées. Cependant le transport par chemin de fer, en 1937, de 400.000 tonnes de minerai de Krivoi Rog (Ukraine) à Kertch (Crimée) constitue le comble du « placonsacrée aux besoins du développement même de Kertch, se trouvent des mines de fer les plus abondantes de l'Union Soviétique !

On pourrait citer beaucoup d'exemples de ce genre. Qu'il nous suffise en terminant de citer le suivant : le manganèse constitue, comme on sait, une des grandes richesses de l'U.R.S.S. attendu, que c'est un minerai extrêmement important du point de vue de la défense nationale. Or, jusqu'à présent, on n'a mis en valeur que les mines de Tchiatouri sur la côte est de la Mer Noire et de Nikopol, en Ukraine. Il existe dans l'Oural et en Sibérie plusieurs couches de manganèse, dont l'exploitation pourrait se faire sur une base industrielle, mais les besoins en ce métal de toute l'Asie russe sont toujours couverts par la production européenne que nous venons de mentionner. Cet exemple est très caractéristique : il démontre d'une façon concluante qu'en dehors même du point de vue économique, les desseins militaires de l'U.R.S.S. qui tendent à se rendre indépendants des régions d'Europe, pour les matières premières sont loin d'être réalisés. Si demain le territoire européen de l'Union Soviétique se trouvait sous la menace d'une intervention armée, la plupart des usines de Sibérie seraient privées de leur ravitaillement en matières premières.

Jean CHARLET

Le testament de Pierre le Grand

Tout le malheur de la Russie provient de son appétit exagéré et de ses trop grandes ambitions. Ethniquement, spirituellement, rien ne correspond chez elle à ce grand objectif qu'elle se propose d'atteindre. Une nation qui n'a même pas l'énergie d'instaurer et de perfectionner sa propre structure politique, une nation qui n'arrive pas à se gouverner elle-même, qui s'est assignée pour but de conquérir et de dominer non seulement les peuples slaves, mais encore les nations et les Etats d'Europe et d'Asie.

Le peuple russe était encore à moitié barbare à l'époque où il se posait un but aussi fantaisiste, but qui le détournait de la voie naturelle du progrès dans l'organisation de son propre Etat.

En 1709 à la bataille de Poltava, Pierre le Grand défait les troupes de Charles XII de Suède. Rendu téméraire par cette victoire inespérée, le Tsar prit la plume et, dans sa tente même, rédigea un testament politique dont la copie fut découverte pour la première fois en 1754 dans les archives diplomatiques françaises, éveillant aussitôt l'attention vigilante des Cabinets de Paris et de Londres. Le document resta cependant ignoré des grandes masses, c'est pourquoi nous jugeons utile d'en reproduire ici les passages les plus caractéristiques.

I

« Entretenir la nation russe dans un état de guerre continuelle, pour

tenir le soldat aguerrri et toujours en haleine ; ne le laisser reposer que pour améliorer les finances de l'Etat, refaire les armées et choisir les moments opportuns pour l'attaque. Faire ainsi servir la paix à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de l'agrandissement et de la prospérité croissante de la Russie.

II

« Prendre part en toute occasion aux affaires et démêlés quelconques de l'Europe, et surtout à ceux de l'Allemagne, qui, plus rapprochée, intéresse plus directement.

III

« Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et des jalousies continuelles ; gagner les puissants à prix d'or ; influencer les diètes, les corrompre, afin d'avoir action sur les élections des rois ; y faire entrer les troupes russes, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. »

IV

« Rechercher de préférence l'alliance de l'Angleterre pour le Commerce, comme étant la puissance qui a le plus besoin de nous pour sa marine, et qui peut être le plus utile au développement de la nôtre. »

V

« S'étendre sans relâche vers le Nord, le long de la Baltique, ainsi

que vers le sud, le long de la mer Noire. »

VI

« Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt au Turc, tantôt à la Perse ; établir des chantiers sur la mer Noire ; s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de la Baltique, *ce qui est un double point nécessaire à la réussite du projet* ; hâter la décadence de la Perse ; pénétrer jusqu'au golfe Persique ; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde.

« Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre. »

VII

« Rechercher et entretenir avec soin l'alliance de l'Autriche ; appuyer en apparence ses idées de royauté future sur l'Allemagne, et exciter contre elle, par-dessous main, la jalousie des princes.

« *Tâcher de faire réclamer des secours de la Russie par les uns ou par les autres, et exercer sur le pays une espèce de protection qui prépare la domination future.* »

VIII

« Intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turc de l'Europe, et neutraliser ses jalousies lors de la conquête de Constantinople, soit en lui suscitant une guerre avec les anciens Etats de l'Europe, soit en lui donnant une portion de la conquête qu'on lui reprendra plus tard. »

IX

« La Suède démembrée, la Perse vaincue, la Pologne subjuguée, la Turquie conquise, nos armées réunies, la mer Noire et la mer Baltique gardées par nos vaisseaux, il faut alors proposer séparément et très-secrètement, d'abord à la cour de Versailles, puis à celle de Vienne, de partager avec elles l'empire de l'univers.

« Si l'une des deux accepte, ce qui est inmanquable, en flattant leur ambition et leur amour-propre, se servir d'elle pour écraser l'autre ; puis écraser à son tour celle qui demeurera, en engageant avec elle une lutte qui ne saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre, tout l'Orient, et une grande partie de l'Europe.

X

« Si, ce qui n'est point probable, chacune d'elles refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur susciter des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre. Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait fondre ses troupes rassemblées d'avance, sur l'Allemagne, en même temps que deux flottes considérables partiraient, l'une de la mer d'Azov et l'autre du port d'Arkhangel, chargées de hordes asiatiques, sous le convoi des flottes armées de la mer Noire et de la mer Baltique. S'avancant par la Méditerranée et par l'Océan, elles inonderaient la France d'un côté, tandis que l'Allemagne le serait de l'autre, et ces deux contrées vaincues, le reste de l'Europe passerait facilement et sans coup férir sous le joug.

« Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe ! »

Pierre I^{er} établit que, d'après ses vues, qu'il croit celles de la Providence, il regarde le peuple russe comme appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe. Il fonde cette pensée sur ce que, d'après lui, les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, ou qu'elles y marchent à grands pas ; d'où il suit qu'elles doivent être facilement et indubitablement conquises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Le monarque russe regarde cette invasion future des pays de l'Occident et de l'Orient par le nord, comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence qui a ainsi régénéré, dit-il, le peuple romain par l'invasion des barbares. Il compare ces migrations des hommes polaires au flux du Nil qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres amaigries de l'Egypte. Il ajoute que la Russie, qu'il a trouvée RIVIERE et qu'il laissera FLEUVE, deviendra, sous ses successeurs, une grande MER destinée à fertiliser l'Europe appauvrie, et que ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si ses descendants savent en diriger le cours.

Ce vaste plan de conquête, Pierre le Grand l'imposait à une Russie inculte, très en retard sur tous les peuples d'Europe de l'époque ; il le traçait au Russe, qu'il venait à grand peine de sortir de sa forêt, qu'il avait forcé après de grands efforts à se couper barbe et cheveux et à s'habiller à l'européenne. Après tous ses efforts, le tsar parvint à camoufler la mare bourbeuse de la vie intérieure

russe, on ne peut plus arriérée ; il introduisit en Russie certaines réformes à l'européenne, mais l'âme et l'esprit du Russe il les laisse, malgré la barbe rasée, dans le même état de barbarie où il les avait trouvés. La barbe coupée et vêtu à l'européenne, devait se dire Pierre, le Russe s'infiltrera plus aisément et en attirant moins l'attention des Européens, dans le but de conquérir et d'abattre l'Europe, tout comme les barbares détruisirent l'ancien Empire Romain.

Le testament d'Etat de Pierre le Grand devint, pour ses successeurs, le phare éclairant de leur politique. C'est l'axe autour duquel gravite jusqu'à nos jours, toute l'activité politique de la Russie. Les successeurs du tsar s'efforcèrent à différentes époques et par différents moyens et voies, de réaliser les aspirations de l'impérialisme russe exprimées dans ce document. Par différents moyens, ils conquièrent successivement toute une série de Pays avoisinant la Russie, et, une fois ces pays conquis, ils y créèrent une forte politique de russification systématique, ils développèrent parmi les peuples slaves de l'Europe Orientale et Centrale, un vaste mouvement panslave, ceci encore dans le but de leur conquête et russification définitives ; toute leur attention était tendue vers la politique et les Etats de l'Europe, et, ils ne laissèrent passer aucune occasion, de se mêler, parfois indirectement, par agent extérieur à la vie politique de l'Europe.

A l'époque de la grande Révolution Française, toute l'attitude d'Alexandre I^{er}, son rôle actif dans la politique de l'Europe, sa guerre contre Napoléon, suivie d'intrusion dans

les affaires intérieures de la France, lui étaient dictés par le plan impérialiste russe. Et lorsque la Russie entra dans la Guerre Mondiale, ce sont toujours ses visées impérialistes qui la poussèrent à le faire ; la Russie, d'accord en cela avec le testament de Pierre le Grand, contribua pour beaucoup à envenimer les relations entre la France d'un côté et les empires Allemand et Austro-Hongrois de l'autre. La guerre ayant éclaté, elle se plaça aux côtés de la France et de ses alliés, afin de détruire, en les aidant, la puissance de ses ennemis les plus dangereux : l'Allemagne et l'Autriche, et de prendre pied dans les pays slaves, faisant partie de ces Empires ; de plus elle comptait abattre l'Empire Turc, porter la limite des frontières russes en dehors de la mer Noire et faire flotter sur Constantinople le drapeau de l'Empire Russe.

Le trône de Russie et son dernier Empereur devinrent victimes du plan si impérialiste de Pierre le Grand. Les bolcheviks assassinèrent le dernier tsar en même temps que toute sa descendance, mais ils n'omirent pas auparavant, de le détrousser de ce testament de Pierre le Grand, qui était devenu l'axe de la politique impériale et dont ils firent la pierre d'angle de leur propre activité politique.

Lénine, en traçant le plan de la révolution mondiale communiste, ne fit qu'ajouter au panslavisme un autre moyen, plus en rapport avec l'esprit du siècle, pour la domination russe sur l'Univers.

Il alluma le feu de cette révolution au foyer russe, plaça le long des frontières de son pays, l'artillerie qui ouvrit le feu, sur l'Univers, par des

projectiles chargés du microbe de la révolution. Lénine est mort, mais le bombardement révolutionnaire du monde civilisé par l'impérialisme russe, continue encore aujourd'hui.

En étudiant attentivement la politique intérieure et extérieure de la Russie soviétique, il apparaît clairement qu'elle est entièrement dictée par le testament de Pierre le Grand, et que Staline et Litvinov ne sont que des réalisateurs techniques de ce plan.

En effet, ces derniers ne font qu'exécuter, à la lettre, les directives laissées par le grand Tsar ; ils tiennent la Russie et les peuples qu'elle domine, constamment armés et, à chaque instant, ils s'efforcent à ce qu'ils soient prêts, physiquement comme moralement, à une guerre imminente ; ils prennent une part active à la politique de l'Univers et, se mêlent plus particulièrement des affaires intérieures des Etats de l'Europe ; ils ne laissent passer aucune occasion pour créer et attiser la discorde entre ces Etats, ceci dans le but de provoquer la guerre, à l'aide de laquelle ils comptent désorganiser et détruire les Etats de l'Europe, pour fonder sur leurs ruines et à l'aide de la révolution, la domination russe.

Tous les Etats européens n'ont pas jusqu'ici compris tout le danger que présente pour eux, l'existence même d'une grande Russie. Le peuple russe, qui occupe par son territoire, un sixième du globe terrestre, par l'obstination qu'il apporte dans ses idées de messianisme slave, par sa religion dans la révolution communiste mondiale, par ses buts plus impérialistes, menace l'Univers et plus particulièrement l'Europe, à la tête de laquelle,

au nord, il est dressé. On dirait que ces Etats ne connaissent pas encore suffisamment, malgré tous les moyens illimités qui sont en leur pouvoir, l'âme, l'esprit et les buts du peuple russe. On dirait que l'histoire de ces derniers siècles et l'activité contemporaine de Moscou, si riche pourtant en leçons, donnant matière à la réflexion, sont inconnues de ces Etats.

Ces temps derriers, cependant, la menace russe semble avoir fait réfléchir les milieux nationaux européens et particulièrement français. Voici quelques années, M. de Kérillis, actuellement député de la Seine, exprimait ainsi ce danger : « La Russie de nos jours ne rêve, tout comme l'ancienne, qu'à avaler l'Univers entier. Cette gloutonnerie russe n'a jamais été assouvie. Ce peuple, dont le territoire occupe un sixième de l'Univers, qui unit l'Océan Pacifique à la Mer Baltique et l'Asie à l'Europe, qui fait frontière à une quarantaine de nations, et en absorbe une centaine d'autres, n'a jamais jugé ses intentions et buts réalisés. Tantôt, elle se dirigeait vers l'Extrême Orient, tantôt vers la Perse, tantôt du côté de la Suède afin d'atteindre l'Océan Atlantique, réclamant à toute époque, Constantinople, menaçant à chaque instant de s'annexer les peuples slaves. La Russie n'a jamais été rassasiée, et ne le sera jamais. »

Il est impossible de mieux exprimer la menace russe. Citons encore l'avis de M. Vladimir d'Ormesson, qui connaît mieux que tout autre, les sie, tsariste ou soviétique a été de affaires internationales : « La Russie sera toujours la cause de troubles et divisions en Europe, ceci par ses ambitions de messia-

nisme, à cause des grandes possibilités qu'elle possède, des illusions qu'elle fait naître. »

Après ces opinions si pleines de vérité et de sens de la réalité, l'attitude de certains Etats de l'Europe et leur politique de défense de la Russie, restent incompréhensibles.

Les Etats de l'Europe devraient abandonner l'amitié avec l'Empire russe, et sa défense ; tout au contraire, ils devraient, dans leur intérêt, aider à la dislocation et à la division de cet Empire d'après les différentes nations qui la composent, et cela, afin d'écarter le grand danger qui menacera toujours l'Europe, tant que la Grande Russie au Nord restera penchée sur elle.

Tout au moins, après l'exécution du maréchal généralissime de l'armée rouge, Toukhatchevski et de ses sept généraux soviétiques, jugés, pour espionnage ; les Etats amis de l'U.R.S.S. devraient pouvoir juger de la valeur que l'on peut attribuer à l'alliance avec la Russie.

Les Français doivent se rappeler que c'est Alexandre I^{er}, Empereur de Russie, qui à l'aide des armées de la grande Alliance entra, le 29 mars 1814, à Paris, et, monté sur l'étalement gris, dont lui avait fait quelques mois auparavant présent l'Empereur Napoléon, parada au cœur même de Paris, à l'endroit même où actuellement, sous un monument commémorant les gloires des armées françaises, la flamme symbolique du souvenir de la Nation veille tous les soirs sur la tombe de celui qui est devenu l'orgueil national.

Les Parisiens accueillirent par des ovations leur libérateur, l'Empereur de Russie. 104 ans seulement se sont écoulés depuis ce jour, et, son oubli

ne sera jamais pardonné à la grande Nation française. Le dictateur actuel de Moscou, ne promet-t-il pas également la libération au peuple français et parisien, et le merveilleux traité conclu avec Moscou n'est-il pas ce même étalon gris dont les sabots ferrés, en Russie, pourraient à nouveau, résonner en plein cœur de Paris.

Entré victorieux à Paris, Alexandre I^{er} du haut des Buttes Chaumont, jeta un regard sur la capitale et prononça ces paroles : « Ainsi, la divine providence a daigné que ce fut réalisé par ma main ». C'était probable-

ment la même Divine Providence que celle, qui, lorsque Pierre le Grand rédigeait son testament, lui indiquait la route future du peuple russe.

« Le testament de Pierre le Grand devrait servir de boussole aux Cabinets des Etats d'Europe » a dit en 1867, l'historien polonais Szodko. Jamais cette boussole n'a manqué aux dirigeants des nations d'Europe autant qu'aujourd'hui, époque des troubles et des plus grandes tempêtes de l'Univers.

E. PATARIDZE



Moscou, les nations opprimées de l'URSS et l'Europe

Si nous voulons saisir l'horreur qu'inspire l'insensée et sanglante tragi-comédie du dernier procès de Moscou, il convient de donner le plus de publicité possible à cette affaire. Il est d'autant plus nécessaire de comprendre le sens de ce procès qu'il incombe aux représentants de l'Ukraine et des autres nations allogènes de l'U.R.S.S. la lourde tâche de fournir à l'opinion européenne les éclaircissements susceptibles de l'éclairer. Le fait que la presse européenne, qui remplit ses colonnes de comptes-rendus relatifs à cette affaire, s'est bornée à ne relater que d'une façon très brève les nombreux autres procès qui eurent lieu au cours de ces dernières années, et, qui coûtèrent cependant dans les régions allogènes de l'U.R.S.S., la vie à 4800 personnes, pour la plupart des ouvriers et

des paysans, témoigne d'une regrettable méconnaissance des affaires intérieures de l'U.R.S.S. et de l'Ukraine en particulier. Il faut cependant reconnaître que les grands journaux allemands sont bien informés sur les véritables intentions des metteurs en scène des procès de Moscou. *Völkische Beobachter* du 5 mars parlant de ce procès et des aveux faits par les représentants de l'Ukraine, de la Russie-Blanche et de l'Asie Centrale, déclare qu'on peut facilement conclure à une vaste opposition de la population allogène contre l'U.R.S.S. Et le journal d'affirmer que les metteurs en scène des procès ont visiblement cherché à discréditer les mouvements nationaux en accusant les leaders d'espionnage, de sabotage et d'autres crimes analogues. Le journal souligne que les accusés se

sont ouvertement et même fièrement déclarés nationalistes et qu'ils n'ont pas du tout voulu cacher que le seul but de leur action était la séparation de leurs pays de l'U.R.S.S. Ces aveux ont visiblement déplu au procureur qui les interrompit en cherchant à ramener l'interrogatoire sur le crime d'espionnage, de sabotage etc. Dans son éditorial du 3 mars, le quotidien du front du travail allemand, l'*Angriff* relève comment les éléments qui ont concouru à faire naître ces procès sont étroitement liés à l'histoire moscovite. L'article intitulé « Méthodes de l'an 1570 » dit entre autres : « Déjà en 1570, Ivan le Terrible découvrit une conspiration qui n'existait que dans son imagination pour se débarrasser des boyars ; aujourd'hui c'est Staline qui l'imité en se débarrassant des anciens bolchéviks, ses collaborateurs d'antan. C'est ainsi que le tsar rouge remercie ceux qui l'aidèrent à monter sur le trône (Kamenev, Zinoviev) ; il agit de la même manière que son prédécesseur avait agi avec les boyars, il y a 500 ans. La liberté bolcheviste continue fidèlement la tradition historique du sanglant despotisme moscovite. » Le grand journal allemand distingue ainsi clairement l'origine nationale-moscovite du bolchévisme et témoigne d'une sérieuse compréhension des faits en U.R.S.S.

Cette exacte compréhension des rapports nationaux en U.R.S.S. que témoignent les Allemands est évidemment due au fait qu'ils pensent eux-mêmes sous un angle national. Si l'on trouvait dans la presse des autres puissances des articles manifestant un jugement aussi précis au sujet des procès de Moscou, on devrait les reproduire dans la presse

ukrainienne. On éclairerait ainsi davantage l'information européenne pour tout ce qui a trait aux affaires de ce pays.

Soulignons toutefois, le remarquable intérêt que la presse du monde entier a montré à l'égard du dernier procès de Moscou. Il est vrai que pour cette sanglante comédie juridique tout à été fait afin de la dramatiser, au point que cela nous transporte en plein drame de Shakespeare. Mais il n'y a qu'un pas du sublime au ridicule, et ce pas a été trop souvent franchi. On y voit Yagoda parfumant son bureau, dans le but d'empoisonner son successeur Yejev, l'infidèle secrétaire de Gorki, Krutchkov qui fait dormir le fils en état d'ivresse du poète au bord d'une rivière pour le faire mourir d'un refroidissement et hériter ainsi de son père qui pourtant vivait encore. Tous ces individus produisent par l'invraisemblance de leur crime, une impression plutôt ridicule. Aussi invraisemblables sont les accusations telles que celles par exemple, d'avoir mis du verre et des clous dans le beurre pour blesser les estomacs des ouvriers et des paysans et provoquer ainsi un mécontentement contre l'Etat soviétique. Si l'on en excepte le fait que les ouvriers soviétiques obtiennent rarement du beurre, le Guépéou n'aurait pas eu besoin de tant d'années pour découvrir ces sortes de crimes, quelques semaines tout au plus auraient suffi. Mais les trotskistes de droite ont agi comme des insensés pendant 20 ans, c'est-à-dire, depuis la paix de Brest-Litovsk jusqu'au moment du procès ; ils auraient conspiré contre la vie de Staline et des autres membres de l'oligarchie du Kremlin dans toute l'é-

tendue des pays occupés par les bolchéviks, depuis la Blanche-Russie jusqu'à l'Asie Centrale, alors qu'ils avaient des occasions multiples de supprimer ces gens au Kremlin même où ils avaient libre accès.

Mais ce n'est ni le tragi-comique de la mise en scène moscovite, ni l'indignation morale causée par la suppression d'une vingtaine de criminels par d'autres criminels encore pires qui suscite en Europe l'intérêt de ce procès. Cet intérêt est dû à l'espoir des uns et à la crainte des autres de voir les chefs moscovites s'entredétruire à moins que l'horreur de ces crimes ne provoque une révolte au sein de la bureaucratie soviétique de l'armée et de sa nouvelle aristocratie. Il faut que l'Europe sache que ses craintes et ses espoirs son vains. Par leurs traditions historiques, les Moscovites sont habitués à des crimes autrement grands et que commirent leur souverains. Ils nomment le tsar Ivan le Terrible, mais cela ne les empêche pas de l'estimer en tant « qu'amasseur de terres russes ». Plus estimé encore par la Moscovie contemporaine est le tsar Pierre I^{er}, « Le Grand », qui fit sentir sa cruauté non seulement en Russie proprement dite, mais aussi en Ukraine, en Pologne et dans le Don.

Le procès qui apparait ainsi qu'une tragi-comédie en Europe ne provoque pas du tout le même sentiment chez les Moscovites qui sont habitués à être interrogés en recourant aux supplices. Cela ne manque pas que d'éclairer les gens les plus timorés qui tous, tremblent devant le Guépéou, cette « épée tranchante de la révolution mondiale ». Staline et C^{ie} connaissent mieux les Moscovites que leurs alliés de la deuxième Interna-

tionale ; ils savent très bien que les prétendus attentats contre la vie précieuse de Staline et de ses collaborateurs, ainsi que la préparation ridicule de ces mêmes attentats par les « trotskistes de droite » ne relèvent point de milieux importants de Moscou, parce que ces derniers n'ignorent pas qu'en Moscovie il ne manque jamais de despotes ni de tyrans. Mais ils savent également que chaque tentative ayant pour but de séparer l'Ukraine et les autres pays allogènes de Moscou qui les occupe, effraie et inquiète chaque Moscovite. Le plus grand mérite national du parti bolchévik est, aux yeux de chaque Moscovite de l'U.R.S.S., ainsi que chez les émigrés, d'avoir reconquis les républiques nationales qui s'étaient séparées de l'ancienne Russie. Ce mérite, Staline veut le ravir aux trotskistes avec lesquels il a dominé les pays des nations opprimées pendant 20 ans., et cela pour rester le seul « amasseur de terres russes » aux yeux des nationalistes moscovites. Dans ce but il fait comparaître Hrynko, Charangovitch, Khodjaïev et Ikramov, devant le tribunal et il les oblige à faire des aveux pour le moins stupides, tout comme Rakovski, Rykov, Bukharine, Yagoda et autres auraient, avec Trotski, proposé de céder les pays allogènes de l'U.R.S.S. aux « Etats fascistes » et cela, pour qu'ils puissent de nouveau introduire l'ordre capitaliste en URSS ; or, c'est Staline lui-même qui a essayé de faire triompher l'impérialisme moscovite en Espagne et dans d'autres pays avec l'aide de Trotski et par l'intermédiaire de Litvinov et d'autres agents bolcheviks. Staline exagère en voulant faire croire à de pareilles accusations. Quels avanta-

ges auraient les trotskistes de droite en introduisant de nouveau le capitalisme dans l'Union Soviétique, si par la suite les nationalistes moscovites les massacraient du fait de la perte des nations opprimées de l'U. R.S.S., et quelle forme de capitalisme étatique pourrait être pire que celle créée par Staline et C^{ie} en U.R.S.S. ?..

On pourrait aussi se demander dans quel but les représentants des nations allogènes auraient eu besoin de négocier avec les trotskistes de droite pour obtenir la séparation des pays nationaux de l'Union soviétique, si eux-mêmes avaient eu des relations directes avec les Etats fascistes. Il est tout aussi ridicule de vouloir prétendre qu'en commettant des actes de sabotage, les agents fascistes ont voulu provoquer artificiellement la résistance de la population allogène contre le gouvernement moscovite. Ne sait-on pas que ce gouvernement fait tout son possible pour provoquer la haine la plus ardente contre lui-même.

Pour atténuer toutes ces contradictions qui ont fait du tribunal une véritable maison d'aliénés, les dirigeants de ce procès ont été obligés de lever, devant les nationalistes moscovites, tant soit peu le rideau qui cachait jusqu'à présent la volonté invincible des nations opprimées de se libérer du joug moscovite. C'est pourquoi les accusés, représentants des nations opprimées, ont eu la possibilité de jeter un peu de clarté sur les aveux, une idée du développement de leurs mensonges est donnée par leurs mouvements nationaux depuis le traité de Brest-Litovsk jusqu'à présent. En rappelant le danger de ces mouvements et l'éventualité de la perte des nations allogènes opprimées, Staline a exigé les pleins pou-

voirs du « parlement » moscovite, pour lui et ses adjoints, et il justifie les mesures sanglantes employées non seulement contre la bureaucratie moscovite, mais aussi contre les membres de l'armée rouge. Il ne fait aucun doute que le nationalisme moscovite lui accorde les pleins pouvoirs demandés, comme le faisait autrefois la nation moscovite avec les intellectuels et même avec les révolutionnaires en tête, qui accordait les pleins pouvoirs pendant des siècles au tsarisme moscovite par crainte de perdre l'Ukraine, le Caucase et d'autres « régions russes »...

Staline en sa qualité d'« amas-seur » de ces pays, tout comme son successeur éventuel, est libre de se permettre les crimes les plus cyniques. Par crainte de perdre les territoires occupés, la Moscovie lui donne les pleins pouvoirs exigés. L'Europe ne doit pas avoir le moindre doute, la moindre illusion à ce sujet. Mais le procès de Moscou donne à l'Europe une occasion de réfléchir sur la question suivante : de quel droit les assassins moscovites, devant les tribunaux et ailleurs, s'attribuent-ils l'octroi d'un mandat européen sur l'Ukraine, la Russie-Blanche, le Caucase, l'Asie Centrale et sur tant d'autres régions qu'ils oppriment ? Les alliés et les amis de la Moscovie en Europe ne détruisent-ils pas les fondements même du droit et de la civilisation en tolérant les représentants de Moscou parmi les nations cultivées ? Un important journal français pose la question de l'exclusion de l'U.R.S.S. de la Société des Nations, mais pourquoi ne pose-t-il pas la question de l'émancipation des nations de l'U.R.R.S. opprimées par le joug moscovite ?

M. DANKO

La Russie et les pays de la Baltique

Les visées impérialistes de la Russie commencèrent à se manifester sous le règne d'Ivan le Terrible, mais ce n'est que sous le tsar Pierre I^{er} que la Russie fait son apparition sur l'arène mondiale en quête d'une issue sur les mers libres.

Déjà au début du XVIII^e siècle la Russie élargit son territoire jusqu'aux confins méridionaux de la mer Baltique. Dès lors, Pierre I^{er} transporte sa capitale en plein pays finnois ; elle devient bientôt une base pour son expansion ultérieure.

Par la suite, à mesure que l'Empire s'étendait, les tendances impérialistes de la Russie ne se limitèrent plus à la mer Baltique ; elle étendit ses tentacules vers les mers chaudes, mais elle se heurta non seulement à la résistance de la Turquie, mais aussi des grandes puissances maritimes telles que la France et l'Angleterre, si bien que tous ses efforts en vue de s'emparer des Détroits et avoir accès à la Méditerranée, viennent se briser contre cette résistance.

En Extrême-Orient, les victoires du Japon eurent pour résultat, au cours de la guerre russo-japonaise d'arrêter l'expansion moscovite en Asie, aussi bien que son hégémonie sur l'Océan Pacifique.

N'ayant pu se frayer un chemin vers les mers chaudes du sud et ayant été vaincue sur les bords du Pacifique, la Russie tsariste, à la veille encore de la Grande Guerre, jeta son dévolu sur le port norvégien de Narvik. La Finlande pouvait servir de base pour la future conquête de ce port.

La Suède et la Norvège sentaient

parfaitement le danger dont la Russie les menaçait, mais fort heureusement, la guerre mondiale vint détruire le rêve des impérialistes russes.

Profitant de la révolution russe, les pays de la Baltique, autrefois conquis par la Russie se rendirent indépendants. La Russie, qui avant la guerre détenait près d'un tiers du littoral de la Baltique, subit dans ces parages un échec d'autant plus cuisant que les maîtres actuels du Kremlin, successeurs et continuateurs de la politique de Pierre I^{er}, l'ont subi à l'endroit même où ce dernier avait fait connaître pour la première fois au monde, la puissance de la Russie.

Mais Moscou la Rouge ne pouvait, au début, se résoudre à la perte de la Finlande ni des autres pays de la Baltique.

Le 6 décembre 1917, la Finlande proclamait son indépendance. Aussitôt Lénine masse des troupes à Helsingfors, leur envoie des armes et des munitions en quantité, et, ordonne d'en distribuer aux éléments russes et aux ouvriers bolcheviks. Helsingfors est sous la menace d'une emprise bolcheviste. C'est alors que s'organise à Vaasa, sous le commandement de Mannerheim, une petite armée en vue de sauver le pays. Le 27 janvier 1918, tout étant préparé pour un coup d'Etat, les troupes russes et les communistes finlandais, sur l'ordre de Lénine se saisissent d'Helsingfors qui n'offre aucune résistance. C'est le début de la guerre civile. Les troupes finlandaises nettoient la province des éléments communistes ; cependant en beaucoup d'endroits le pouvoir

reste dans les mains de ces derniers, mieux armés, mieux outillés, grâce à l'appui des Soviets. Ce n'est qu'après deux ou trois mois de lutte que Mannerheim commence à avoir le dessus et, pour liquider au plus tôt ce mouvement, il accepte l'offre d'un secours de l'Allemagne. Le 20 mars, les troupes nationales écrasent les bolcheviks à Tanper, et le 18 avril, l'ennemi est complètement mis hors de combat à Loti. Que de temps toutefois il fallait à ce malheureux pays pour le tirer du chaos et de l'anarchie, pour y faire régner l'ordre et la paix ?.. L'expulsion de Finlande des bandes bolchevistes lui donnait la possibilité d'annexer la Carélie mais la présence des armées Alliées au Mourmane retint les Finlandais qui ne voulaient point entreprendre une campagne contre lesdits Alliés. Cette possibilité se présenta, une fois encore, après la victoire des Polonais sur la Russie des Soviets ; et cette fois encore, la Finlande n'en tira pas parti, en dépit des conseils qui lui étaient donnés par les hommes politiques de Pologne.

A peine les Moscovites se furent-ils consolidés qu'ils commencèrent à creuser, le long de la frontière finlandaise le célèbre canal de la mer Blanche, et une zone de 40 kil. tout le long de la frontière fut évacuée. Les premières victimes en furent les malheureux paysans caréliens, frères de race des Finlandais. Depuis 1931, plus de 30.000 paysans caréliens et leurs familles furent déportés ; les uns — envoyés aux durs travaux des mines, d'autres dans la région de Tcherepovets, d'autres enfin dans la presqu'île de Kola. Quant à la zone en question, de 40 kilomètres, le long de la frontière finlandaise, elle fut

littéralement envahie par les sections du Guépéou.

Si la Russie soviétique ne pouvait se faire à l'idée de perdre la Finlande, elle ne le pouvait encore moins à celle de perdre l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie. Elle commença donc à fomentier des intrigues diplomatiques dans ce dernier pays, le berçant d'espoirs au sujet de Vilna, et le dressant contre la Pologne, si bien que jusqu'à ces derniers temps la Lituanie évoluait dans l'orbite de Moscou et que sa politique extérieure suivait les directives du Kremlin.

Sans nous arrêter plus longuement sur le travail destructif auquel se livre Moscou contre la Lettonie depuis qu'elle a proclamé son indépendance, nous rappellerons brièvement les horribles journées que vécut l'Estonie en 1924, sur le point de devenir la proie de Moscou.

Dans ce jeune Etat, encore mal affermi, le déficit budgétaire croissait avec une rapidité déconcertante, le chômage augmentait d'un jour à l'autre, le cours de l'argent éleva les prix, vers 1924, à plus de 150 %, le parlement avait perdu toute autorité. Profitant de cet état de choses, Moscou donna des ordres au parti communiste qui se prépara fiévreusement à s'emparer du pouvoir. S'étant saisis des armes à l'arsenal, ils commencèrent leur néfaste besogne : on était au 1^{er} décembre. Le plan de l'insurrection consistait à s'emparer de l'état-major, des voies de communication, du siège du Gouvernement, à se saisir des ministres, à libérer de prison les bolcheviks et à les mettre à la tête du mouvement, à faire sauter la préfecture de police et à piller les arsenaux.

L'insurrection au début se répan-

dit avec la rapidité de l'éclair ; comptant sur le facile ralliement des masses populaires, les bolcheviks se mirent à faire une active propagande, mais les masses ne les suivirent point et le pays fut sauvé. La rébellion fut liquidée, mais les suites se firent longtemps sentir. De nombreuses années furent nécessaires pour que le pays pût réparer les déprédations et dégâts.

Ainsi qu'on peut le voir, Moscou s'accommode difficilement de la perte des pays de la Baltique et tout fait supposer qu'à mesure que ses forces s'accroîtront, les aspirations russes tendant à une hégémonie sur la mer Baltique ne feront que se renforcer. Prévoyant ce danger, les pays, en bordure sud de la Baltique s'efforcent d'établir entre eux des liens de collaboration. Pour éviter le péril russe, dès 1922, la Pologne, la Finlande, l'Estonie et la Lettonie conclurent un traité d'amitié, garantissant leur sécurité. Seule la Lituanie resta en dehors de ce traité en raison de ses frictions avec la Pologne ; elle préféra s'orienter vers l'U.R.S.S. plutôt que sur les pays dont le sort historique était en tous points conforme au sien.

Avec le récent rétablissement des relations diplomatiques et économiques entre la Pologne et la Lituanie, on peut être assuré que cette dernière, établira des relations amicales avec ses voisins, et qu'elle créera ainsi avec eux, un mur parfaitement résistant à la pression moscovite.

Mais la menace russe n'est pas seulement un danger pour les pays au sud du littoral de la Baltique, elle est aussi, à un degré moindre, il est vrai, un danger pour la Suède et la Norvège. Après avoir construit le canal de la Mer Blanche, créé une base

navale sur cette mer, la Russie a constitué une base avantageuse pour une invasion des pays scandinaves.

Il semble que la presqu'île Scandinave commence à sentir le danger moscovite, car jusqu'à ces derniers temps, les efforts de la diplomatie finlandaise en vue d'établir des relations amicales avec la Suède et la Norvège se heurtaient à des difficultés insurmontables. La Suède et la Norvège pensaient qu'une collaboration amicale avec la Finlande et ses voisins du sud, constamment exposés à la menace russe pourrait les compromettre aux yeux des seigneurs de Moscou et qu'elles pourraient être entraînées dans une guerre, en même temps que ces pays. C'est pourquoi ces deux Etats préféraient avoir une politique d'isolement et ne pas se mêler des affaires concernant les pays de l'autre côté de la Baltique.

Mais lorsque le péril moscovite a fait son apparition près des frontières desdits Etats, ces derniers ont infligé à leur diplomatie un changement radical d'orientation.

Déjà dès 1935, on observe de grands changements dans la politique de la Suède et de la Norvège. Les démonstrations d'amitié à l'égard de la Finlande se multiplient dans l'un et l'autre de ces Etats, préparant le terrain à la conclusion de traités de commerce et d'accords ayant un caractère militaire.

Il n'est pas douteux qu'une collaboration entre la Suède, la Norvège et la Finlande ne serve de base à une plus large collaboration entre tous les Etats situés sur la Baltique, ce qui serait un sérieux obstacle à la pression moscovite en même temps qu'une garantie pour leur sécurité.

J. SALAKAJA.

Le problème du Caucase

I

« L'Europe et le monde n'ont que trop longtemps méconnu l'importance du rôle qu'est appelé à jouer le Caucase. Si l'on songe combien de fois dans le passé s'y sont heurtées les civilisations asiatique et européenne, de quels graves événements politiques et sociaux il a été le théâtre, de quelles convoitises il a été l'objet et quelles jalousies ont toujours attiré contre eux-mêmes les grands pays qui s'en étaient emparés, on reconnaîtra qu'il est temps de lui permettre de jouer le grand rôle politique et économique qui lui convient : il apparaît, à tous points de vue, comme le trait-d'union normal et nécessaire qui reliera deux civilisations différentes en conciliant leurs ambitions économiques. *On peut donc dire, sans exagération, que l'intérêt du monde concorde avec les justes aspirations des peuples du Caucase.* »

C'est par ces quelques phrases que se termine le livre de l'homme politique azerbaïdjanien connu, Dr Mir Yacoub, *Le problème du Caucase*. Là se trouve nettement formulée la question, la manière dont elle doit être posée devant le monde et comment elle est posée par les peuples du Caucase et par le front de Prométhée, dans la lutte acharnée qu'ils mènent pour se libérer du joug de Moscou. Mais il ne suffit pas de formuler, de poser la question ; il faut lui trouver des bases réelles dans le passé comme dans le présent, dans les facteurs matériels et moraux,

dans les conditions intérieures et extérieures.

Le livre du Dr Mir Yacoub fournit une précieuse documentation pour la compréhension de la question : il nous familiarise justement avec l'époque de la réalité caucasienne lorsque, aux yeux de l'observateur superficiel, l'idée touchant à l'existence d'un Caucase libre et à ses possibilités en vue de la création et de la conservation de son étatisme était fortement compromise. Ce fait, hélas est là, il existe. Dans le processus de décadence de l'empire russe, après la révolution de 1917, les peuples de Russie reçurent la possibilité de se séparer de la Russie et d'organiser leur propre Etat, et quelques-uns d'entre eux, tels la Pologne, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, l'Estonie surent le conserver ; d'autres par contre, tels que l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie et le Caucase du Nord ne purent y réussir. Cela ne prouve-t-il pas que parmi ces peuples n'existait point de facteur suffisant pour aboutir ?

Le Dr Mir Yacoub expose brièvement, mais très nettement, les conditions d'ordre intérieur et extérieur qui préludèrent à la création d'Etats indépendants du Caucase, à l'époque. L'auteur ne cache toutefois pas les manifestations de faiblesse, pas plus que les erreurs des Caucasiens et des milieux politiques caucasiens. Mais que là réside le principal facteur qui décida du sort des peuples du Caucase cela apparaîtra nettement à tout observateur qui suivra attentivement l'exposé des événements de l'épo-

que dans le livre *Le problème du Caucase*. Beaucoup de choses dans ce domaine qui en ces temps semblaient manquer de clarté, ont été parfaitement élucidées par la suite.

Dans le processus de la révolution russe, le Gouvernement Provisoire prit la place du Gouvernement tsariste, vint ensuite l'époque de l'armée des Volontaires et de Moscou la Rouge. Le Gouvernement Provisoire marcha sur les traces de la Russie tsariste et mit toutes sortes d'obstacles à la réalisation des plus modestes manifestations de volonté nationale des peuples de Russie.

De son côté l'armée des Volontaires, en lutte contre le pouvoir soviétique dirigeait en même temps ses incessantes attaques contre les peuples du Caucase qui avaient commencé l'édification de leur propre Etat. Et cette armée des Volontaires trouvait un appui dans les Etats européens, appui qui était refusé aux peuples du Caucase. A ce Gouvernement succéda le régime communiste sur toute l'étendue de la Russie et aussitôt il dirigea toutes ses forces contre le Caucase contre-révolutionnaire. Lloyd George à l'époque donna toute liberté d'action à ce régime et déclara qu'il pouvait agir comme bon lui semblerait avec le Caucase.

Du côté sud, la Turquie des Sultans semblait, au début manifester de la sympathie pour la création entre elle et la Russie, d'un Etat tampon du Caucase, mais ses agents tombèrent aux mains des bolcheviks qui les utilisèrent à leur profit. La nouvelle Turquie de Kemal pacha se trouva, elle aussi, dès son début, dans une situation telle qu'elle dut défendre le cœur même de l'empire

abattu — l'Anatolie et Istanboul — et qu'elle ne trouva dans cette lutte d'autre appui que celui de la Russie soviétique.

Au lieu d'un Etat caucasien tampon, elle avait besoin à présent de frontières communes avec la Russie, et ces frontières ne pouvaient être obtenues qu'après la liquidation des formations d'Etat au Caucase, ce qui répondait aux intérêts immédiats de Moscou.

C'est dans ces tragiques circonstances que les peuples du Caucase construisaient leur vie d'Etat. Si à cela on ajoute les conditions spécifiques intérieures de désunion, de frictions entre nationalités, héritage de la domination séculaire de la Russie sous la formule *divide et impera*, et l'ambiance révolutionnaire de l'époque, on aura un tableau à peu près complet de la situation.

On ne saurait passer sous silence la largeur de vues sur l'ensemble des problèmes caucasien du Dr Mir Yacoub, particularité qu'on chercherait en vain chez les hommes politiques caucasiens de l'époque. Tous étaient à ce moment partisans de l'une ou l'autre position nationale ou de parti, lorsqu'il s'agissait de résoudre les questions mises à l'ordre du jour. Il n'est pas difficile de comprendre qu'au cours des discussions sur différentes questions concrètes d'ordre intérieur ou extérieur, l'une ou l'autre des positions prises à leur sujet étaient considérées par d'autres comme un dogme politique et national. La position de l'Azerbaïdjan à l'époque de la rencontre sur son territoire des forces de la Turquie des Sultans et de Moscou était facilement considérée par ses voisins comme un désir de renoncer à la position cau-

casienne, plus simplement, comme le désir de s'unir à la Turquie.

De même, le séjour en Arménie de quelques détachements de l'armée russe restés après le départ de cette armée du Caucase était considéré comme le désir unanime du peuple arménien d'unir pour toujours son sort à celui de la Russie.

De même encore les efforts tentés par la Géorgie en vue de chercher une aide en Europe étaient facilement interprétés comme un désir d'ignorer totalement les facteurs du Nord et du Sud.

Ajoutons que l'une ou l'autre de ces interprétations, l'un ou l'autre de ces hommes politiques et groupes de Géorgie et du Caucase du Nord étaient facilement considérés comme entachés de « turcophilie » ou de « russophilie ».

La surestimation de ces suspicions mutuelles et discussions entre hommes politiques caucasiens, commença à se manifester bien vite après que les événements emportèrent certains sujets sur lesquels portaient les discussions ; dès lors la période qui venait d'être traversée apparut à leurs yeux sous son véritable aspect.

II

Ces questions cependant peuvent fort bien surgir de nouveau devant les peuples du Caucase. Dès lors musulmans et chrétiens ne doivent plus avoir d'autre position, d'autre but que la création d'un Caucase confédéré, en état de jouer une importante mission dans l'isthme du Caucase, jeté ainsi qu'un pont entre l'Orient et l'Occident.

Il est certain que dans la réalisation de cette mission, la position de la Turquie et de la Perse est appelée à jouer un rôle des plus importants.

Nous ignorons quelle sera la position de ces Etats dans vingt ou trente ans ; les dirigeants eux-mêmes de ces deux Etats seraient fort embarrassés de le dire. Cependant, les milieux caucasiens possèdent de nombreuses données leur permettant avec certitude de dire que nos voisins du Sud ne cherchent pas à mettre obstacle au plan de création d'un Caucase indépendant et qu'ils ne désirent point profiter de la pénible situation des voisins en lutte contre la domination russe, dans des buts purement égoïstes.

Sous ce rapport, il convient de signaler toute une série d'articles publiés dans le journal turc d'Istanbul *Son Posta* par le journaliste turc très connu, Muhiddin Birguen.

M. Muhiddin Birguen fait une critique très serrée de la politique de la Turquie impériale par rapport au Caucase et du travail de ses agents à l'époque de la formation des Républiques caucasiennes. Ces « ingrats et amoraux personnages » avec « Halil pacha l'aventurier » en tête ont joué le « rôle infâme de conspirateurs au profit du travail occulte des bolcheviks russes qui préparaient la soviétisation de l'Azerbaïdjan. » Muhiddin Birguen cependant se console en songeant que le peuple turc n'a pris aucune part à cette honteuse aventure et aussi que la nouvelle Turquie kemaliste est complètement étrangère aux méthodes aventurières de politicaillerie irresponsable.

D'après M. Birguen, l'Azerbaïdjan réaliste, en dépit des sympathies les plus sincères qu'il nourrit à l'égard de la Turquie, ne songe nullement à s'unir politiquement à cette dernière. « J'ai eu des entretiens, dans une ambiance d'intimité, avec nombre de

représentants des milieux intellectuels d'Azerbaïdjan, ainsi qu'avec presque tous les chefs politiques azerbaïdjanais, disait M. Birguen, et, sachant que je respectais l'opinion de chacun quelle qu'elle fût, ils me faisaient part de leurs raisonnements. Les gens sont prêts à se sacrifier pour le bonheur et les succès de la Turquie, mais ils se prononçaient le plus franchement du monde contre toute incorporation politique de l'Azerbaïdjan à la Turquie. »

M. Muhiddin Birguen comprend et justifie cette opinion ; elle lui semble raisonnable, naturelle ; elle répond à des conditions matérielles, à des conceptions spirituelles au sein desquelles se trouve l'Azerbaïdjan et qui s'expliquent par les conditions géographiques du Caucase dont la république d'Azerbaïdjan est partie intégrante.

Les conditions empêchant l'Azerbaïdjan de s'unir à la Turquie sont, d'après M. Birguen, de trois ordres : tout d'abord l'Azerbaïdjan, par comparaison avec la Turquie est plus profondément, plus largement pénétré de culture contemporaine ; chez nous, cette culture est peut-être plus voyante, mais elle ne touche qu'une partie du monde intellectuel et n'offre qu'un caractère superficiel, alors que les masses populaires d'Azerbaïdjan sont plus imprégnées de cette culture. Sous ce rapport, l'Azerbaïdjan se distingue même de certaines parties de la Russie. En second lieu, depuis des siècles, l'Azerbaïdjan se trouve dans des conditions historiques particulières avec son unité économique toute différente de celle de la Turquie ce qui a créé pour lui des conditions exceptionnelles et des intérêts qui lui sont propres. Enfin,

et ce sera là le troisième point, l'Azerbaïdjan n'est pas le seul pays du Caucase ; sa vie est intimement liée à celle du nord du Caucase et à celle de la Géorgie. L'Azerbaïdjan ne saurait ignorer ses voisins ; il doit compter avec les courants politiques de la Géorgie. Celle-ci, entourée de tous côtés par différents peuples, manifeste une grande susceptibilité dans tout ce qui touche à la conservation de son existence nationale.

L'Azerbaïdjan doit être l'ami et l'allié des Turcs ; la Géorgie n'est pas un pays turc et il est tout naturel qu'elle ne veuille point s'unir à la Turquie ; ce fait joue un grand rôle dans l'orientation politique de l'Azerbaïdjan. »

Telle est l'opinion azerbaïdjanienne. Voyons maintenant ce que pense la Turquie de cette opinion.

La réponse de M. Muhiddin Birguen épuise tout débat : « Il fut un temps où la Turquie ne voyait en les Azerbaïdjanais que des « adjemis » et des « chiites », mais du jour où ces deux pays s'aperçurent qu'ils étaient d'une même origine, ils se reconnurent turcs et peuples frères. Rien de cela n'est ignoré, mais la Turquie sait également que l'union politique de l'Azerbaïdjan et de la Turquie est impossible. Ce serait un véritable non sens. »

Une pareille affirmation s'appuie sur deux motifs, écrit l'auteur : la Turquie n'est pas un pays impérialiste ; se présentant comme pays de révolution des plus fécondes qui soient au monde, la Turquie s'est déclarée ennemie de l'impérialisme international. L'un des glorieux héritages idéologiques d'Ataturc consiste en la nouvelle acceptation des relations internationales. Si l'on se de-

mande « pourquoi Ataturc a développé en nous cet esprit d'hostilité envers l'impérialisme, la réponse sera bien simple : la Nouvelle Turquie est née du feu de la lutte contre l'impérialisme ; son existence se trouve ainsi en liaison directe avec l'affaiblissement des principes impérialistes et avec le renforcement des bases de la solidarité internationale. Rejetant tout impérialisme dans l'intérêt de son pays, il ne saurait l'admettre à l'égard d'autres pays. Ce serait le comble du mensonge et de l'hypocrisie. »

Poursuivant, il écrit :

« La politique étrangère de la Turquie elle aussi, est basée sur ce principe. Pareil à tous les autres principes établis par la main de fer d'Ataturc, ce dernier reste immuable. Le nationalisme turc se limite aux frontières actuelles de la Turquie. Dans notre nouveau vocabulaire politique le terme « nationalisme » a une tout autre signification que celle que lui donnent les langues européennes. Le nationalisme européen est agressif ; c'est le nationalisme d'invasion ; chez nous, c'est — si l'on peut ainsi s'exprimer — un « impérialisme défensif ». Pour nous, « nationalisme » signifie renforcement de l'esprit turc, épuration de la culture turque des éléments étrangers ; c'est la renaissance économique-nationale ; c'est un relèvement industriel ; c'est un nationalisme anti-impérialiste. Rien en lui ne rappelle le type européen du nationalisme agressif. Les nouveaux idéaux de la Turquie sont : l'amour de la Patrie avec ses frontières historiques bien établies ; c'est en même temps une réaction de nos forces nationales trop longtemps emprisonnées ; c'est une réaction con-

tre l'ottomanisme qui pendant longtemps a opprimé toute manifestation de turkisme...

Du fait de toutes ces considérations, il n'existe en Turquie aucune idée de caractère impérialiste à l'égard de l'Azerbaïdjan. Parmi les Turcs je suis l'un des meilleurs connaisseurs de l'Azerbaïdjan et j'aime bien les Azerbaïdjanis. J'écris en toute sincérité : je ne désire d'autres liens entre l'Azerbaïdjan et la Turquie que des rapports cordiaux et fraternels, car la marche de l'histoire de l'Azerbaïdjan, sa situation géographique et économique ne lui permettent pas de devenir partie intégrante de la Turquie. Tout ce que nous pouvons et devons désirer à l'Azerbaïdjan, c'est d'être défendu en tant que pays turc et de vivre sa propre vie, une vie calme et heureuse. »

M. Muhiddin Birguen connaît « le degré de suspicion que nourrissent les hommes politiques d'à présent qui dirigent les destinées du Caucase. » Ils diront : — Vous chantez fort bien, mais n'est-ce point sous l'influence de la puissance politique et militaire de l'Union soviétique ? ! — Non, répond-t-il : « C'est bien encore une semblable politique que nous suivons par rapport à l'Azerbaïdjan iranien. Or, en comparaison avec l'Iran, il semble que nous ne sommes pas sans défense. Nous retrouvons ces mêmes Turcs en Azerbaïdjan qu'au Caucase. Entre l'Azerbaïdjan iranien et l'Anatolie il n'y a même pas les barrières que constituent la Géorgie et l'Arménie. Et cependant, non seulement nous n'élevons pas plus de prétention à l'égard de l'Azerbaïdjan iranien qu'à celui de l'Azerbaïdjan caucasien. Nous aimons également tous les Azerbaï-

djaniens, mais entre nous existent des frontières politiques que nous respectons. Nos regards, nos pensées au-delà de ces frontières ne comportent rien d'autre qu'un amour platonique ! »

III

Les tendances « russophiles » du peuple arménien à l'époque ont causé bien des erreurs aussi bien parmi les siens que parmi les étrangers. L'Arménie turque a été complètement saccagée pendant la guerre mondiale ; cela explique pourquoi dans l'espace de quelques années après ces événements, les relations entre Arméniens et Turcs ne pouvaient être les mêmes qu'entre ces derniers et ses voisins Caucasiens.

Depuis lors, des années ont passé et de nos jours tout laisse supposer que de grands changements se sont opérés aussi bien parmi le peuple arménien que parmi ses dirigeants, tout au moins en ce qui concerne l'estimation de ces tragiques événements. Dans la presse arménienne de l'étranger aussi bien que dans les déclarations des chefs des différents partis politiques on remarque un changement radical dans les rapports avec la Russie et avec la Turquie actuelle. D'après les conceptions nouvelles, la responsabilité pour les tragiques moments au cours de l'histoire plusieurs fois séculaire de l'Arménie est également partagée entre la Turquie des sultans et la Russie des tsars. A la lumière de ces conceptions la Nouvelle Turquie échappe à toute responsabilité pour les faits antérieurs. Dès lors trouve place une juste compréhension de la politique de la Nouvelle Turquie nationale, si différente de la Turquie ottomane

dans toutes les sphères et à l'égard de ses voisins en particulier.

Ces nouvelles dispositions des Arméniens ont trouvé une confirmation hautement compétente par la voix du patriarche arménien Mesrop Neïoïan qui fit la déclaration suivante au collaborateur du journal turc *Djumhuriyet* en novembre 1936, déclaration qui expliquait la solidarité qui existe entre les Turcs de Syrie et les Arméniens dans la question du partage du sandjak d'Alexandrette : « Turcs et Arméniens ont vécu côte à côte des siècles durant, comme s'ils ne formaient qu'un seul peuple, une seule race. Malheureusement les derniers jours de l'histoire ottomane furent attristés par des événements dus à des malentendus entre Arméniens et Turcs. Il en résulta une rupture dans les relations fraternelles entre ces deux peuples, rupture où chacun eut sa part de culpabilité. Du jour où le régime républicain fut proclamé en Turquie, ouvrant ainsi une nouvelle époque de progrès et de développement culturel, ces anciens malentendus arméno-turcs ont complètement disparu et les deux peuples frères sont revenus dans le giron de leur unité historique.

Au début de l'ère heureuse de la république, non seulement les Arméniens de Turquie, mais ceux aussi qui habitent hors de leur pays ont, ce me semble, ressenti les sentiments, les mêmes dispositions que nous. Conséquemment, en ma qualité de chef spirituel du monde arménien, je considère la conduite des Arméniens de Syrie qui agissent solidairement avec les Turcs, au nom des buts et des tâches à remplir en commun comme l'événement le plus positif et le plus naturel que j'approu-

ve entièrement. Je ne doute pas que cette conduite ne trouve son entière approbation parmi les Arméniens de Turquie. »

Cette même thèse est développée par le président de l'administration ecclésiastique du patriarche arménien, Bedros Khorassandjian qui fait les déclarations suivantes :

« En tant qu'ayant vécu une bonne partie de ma vie parmi les Turcs et au service de l'Etat, je dois dire que mon plus grand désir est de voir les Arméniens et les Turcs marcher la main dans la main sur la voie du progrès pour le plus grand développement de la Patrie. Le régime républicain encourage cette collaboration. Rien ne sépare aujourd'hui les Turcs des Arméniens. Ceux qui s'obtiennent à ne pas voir ferment les yeux à la réalité. Les Arméniens qui habitent hors de Turquie et qui n'ignorent pas les bons rapports qui existent entre Turcs et Arméniens s'efforcent d'établir avec les Turcs de l'étranger ces mêmes rapports de solidarité. On ne peut trouver de plus brillant témoignage de solidarité arméno-turque qu'à Antioche, et cela est parfaitement naturel. L'amitié traditionnelle et la fraternité turco-arméniennes se rétablissent aujourd'hui avec plus de force que jamais, non seulement en Turquie même, mais encore dans le monde. »

IV

Dans ces déclarations de représentants éminemment compétents du monde turco-arménien on ne peut que constater le profond changement dans les dispositions des Arméniens par rapport à la Nouvelle Turquie. Ni Arméniens, ni autres « russophi-

les » du Caucase s'efforçant de démontrer la nécessité de nouer une amitié, de créer une union avec le peuple russe n'ont jamais cherché ni pu trouver une affinité quelconque de race avec ce peuple. Nous ne devons pas nous étonner si nous voyons des Géorgiens et autres Caucasiens trouver des liens lointains de parenté avec les Turcs. On n'ignore pas, en effet, que, les historiens géorgiens considèrent les Géorgiens comme les descendants de Hettes. Or, les historiens turcs contemporains considèrent également les Hettes comme étant les aïeux lointains des Turcs.

Mais la base principale susceptible de faciliter l'union des peuples du Caucase et pour la communauté de leurs intérêts avec la Turquie ne doit pas être recherchée dans les affinités de race ou dans des liens religieux ; elle doit être cherchée dans les profonds intérêts économiques et politiques, dans la situation géographique toute particulière entre deux mondes.

Les pénibles leçons de passé n'ont pas été sans profit pour les peuples du Caucase. Ils ont cessé de se considérer et de regarder leurs voisins sous l'aspect de phénomènes menus et passagers ; ils ont élargi leur horizon et considèrent la destinée qui leur échoit du haut de leurs principaux intérêts fondamentaux, non pas à travers une période de plusieurs années, mais sur une étendue millénaire, non pas dans le cadre étroit de leur pays, mais de tout le Caucase et de sa situation sur un plan mondial.

Les groupements politiques du Caucase sont déjà entrés dans cette voie. Ces groupements, en réalité, ne s'en sont jamais détournés. Les bru-

yantes divergences entre nationalités et l'hostilité qui se manifestait entre peuples caucasiens n'ont jamais été que superficielles au sein de milieux politiques et sociaux peu nombreux. Or, ces malentendus étaient toujours alimentés et soutenus par les autorités russes, très intéressées au renforcement des divisions entre peuples de Russie. Fort heureusement, ces conditions spécifiques ont disparu, bien que les chefs communistes spéculent encore sur elles pour arriver à leurs fins; disparue également toute une génération de gens imprégnés de ces divergences. Ainsi que le dit un proverbe géorgien «les torrents voient les eaux s'écouler, le sable reste.» Ce sable par rapport aux peuples du Caucase c'est la terre où ils ont vécu côte à côte des dizaines de siècles, partageant le même sort, les mêmes joies, les mêmes tristesses. Au cours des siècles, ils ont vu les mêmes invasions, les mêmes conquêtes; ils ont mené la même lutte pour la liberté. Pendant ces invasions ils se sont souvent trouvés dans des camps différents, mais dès qu'ils récupéraient leur liberté ils vivaient en paix. Il semble même qu'il n'est pas d'exemple dans l'histoire des peuples ou à l'époque des guerres de religion ou de races, des peuples de race et de religion différentes aient eu moins de conflits.

L'histoire de ces peuples est marquée par d'innombrables guerres, mais ces guerres venaient toujours de l'extérieur.

Il n'existe pour ainsi dire pas de guerres, dans le sens propre du mot, d'origine purement caucasienne. Il y en eut en tout cas moins qu'en Orient et qu'en Occident, non seulement entre les différentes races et religions, mais même entre les différentes sectes d'une même religion.

Un destin commun, au cours des siècles a façonné parmi ces peuples une tolérance religieuse et raciale toute particulière; elle en a fait, si on ose ainsi s'exprimer, une race psychologique exceptionnelle, qui servira de base la plus sûre pour l'union caucasienne.

Le fait qu'un prêtre arménien s'est trouvé à la tête des insurgés musulmans et qu'un cheikh musulman, dans une région voisine s'était mis à la tête des Arméniens ainsi qu'en a parlé ouvertement dans la presse le chef communiste Eliava, comme symbole d'union de tout le Caucase contre-révolutionnaire peut, effectivement, être considéré comme un symbole d'unité des peuples du Caucase dans leur lutte pour l'indépendance.

A. ASSATHIANI.

Un fantôme dans l'histoire

Quand on parcourt la presse et les revues publiées en France et qu'on essaye d'y trouver certaines indications sur ce qui se passe actuellement à l'Est de l'Europe, on constate une ignorance presque totale de tout ce qui a trait à ces questions.

Pour les uns — c'est une « Russie mystérieuse » (Roger Labonne) qui se trouve par delà la Pologne et la Roumanie, une Russie incompréhensible, où plane, comme un nuage, « l'âme russe » avec son « charme slave » ; pour les autres, c'est l'U.R.S.S., les Soviets, voire même « la Nation soviétique » au caviar délicieux et aux fourrures adorables.

Parfois on y trouve des noms, tels que l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan, mais ce ne sont que des dénominations géographiques. L'Ukraine, par exemple, n'a mérité d'autre appellation géographique que celui de province de la « Russie Soviétique » (« comme la Beauce en France »). Le Caucase — c'est une contrée quelque part dans les montagnes, et quant au Turkestan — c'est déjà un pays, on ne sait où — c'est un plat pour les connaisseurs, les spécialistes dans les questions, peut-être pas chinoises, mais tout au moins orientales.

Mais si on connaît mal, ou pas du tout des pays comme l'Ukraine, la Géorgie, le Caucase du Nord, l'Azerbaïdjan qui ont jadis (pas plus tard qu'en 1918) proclamé leur indépendance, qui ont lutté pour elle pendant des années, et qui luttent encore aujourd'hui, il faut constater que dans le même temps on emploie machinalement le terme « Russie »

tout en ne se rendant pas compte de ce que ce terme a de conventionnel et d'illusoire, tout comme son « âme » et son « charme ». Si ce terme est appliqué dans les atlas géographiques et dans les manuels scolaires, il n'en garde pas moins son caractère imprécis et confus.

La Russie, que ce soit avant la révolution de 1917 ou après, qu'elle ait fait des guerres, signé des traités, promulgué des lois, gouverné un territoire immense, qu'elle ait existé comme sujet de droit international, n'a jamais cessé d'être un organisme artificiellement créé, un organisme qui ne pouvait exister qu'à deux conditions : avoir un régime autoritaire, spécifique pour elle (tsarisme - stalinisme), et tenir tout son territoire sous un régime militaire, surtout dans les pays conquis par la force (Pologne, Ukraine, Pays Baltes, Caucase, pays turko-mongols).

Ainsi, régime autoritaire et force armée, sont les deux piliers sur lesquels reposait au cours de l'histoire et repose encore aujourd'hui l'idée de Russie.

Jusqu'à Pierre le Grand, la Russie était inexistante. Il y avait la Moscovie dont la civilisation, les mœurs, la religion et le caractère national étaient appréciés avec justesse par les contemporains européens.

Voici notamment une citation remarquable de Voltaire à ce sujet :

« Les Moscovites étaient moins civilisés que les Mexicains quand ils furent découverts par Cortès ; nés tous esclaves de maîtres aussi barbares qu'eux, ils croupissaient dans

l'ignorance, dans l'absence de besoin de tous les arts et dans l'insensibilité de ces besoins qui étouffait toute l'industrie. Une ancienne loi, sacrée pour eux, défendait, sous peine de mort, de sortir de leur pays sans la permission de leur patriarche. Cette loi, faite pour leur ôter les occasions de connaître leur joug (*) plaisait à une nation qui, dans l'abîme de son ignorance et de sa misère, dédaignait tout commerce avec les nations étrangères. » (Histoire de Charles XII — de Voltaire — livre I, page 19, Paris 1895).

Telle était la Moscovie au début du XVIII^e siècle. Mais avec Pierre le Grand, la Moscovie se transforma. Profitant de la faiblesse de la Pologne et de l'Ukraine entraînées dans une série de guerres, la Moscovie, ayant à sa tête un homme dont la chance guerrière avait déterminé la défaite de Jean Mazeppa et de Charles XII à Poltava, déborda de ses cadres primitifs pour devenir avec l'annexion des territoires conquis, le grand Empire Russe.

L'idée de la Russie était née.

Les successeurs de Pierre le Grand ne firent que continuer l'œuvre du fondateur. Aux efforts des empereurs et des impérialistes de ce nouvel empire en vue d'élargir ses frontières par de nouvelles acquisitions, tant en Europe qu'en Asie, s'ajoute un fait nouveau : la naissance du régime impérial dont les cadres de soutien et l'armature sont constitués par les ecclésiastiques, les administrateurs,

(*) A comparer avec le régime actuel, sous lequel les sujets soviétiques sont privés complètement du droit de se déplacer librement, même à l'intérieur du pays. — M. K.

les militaires, les écrivains, les poètes, les musiciens, les philosophes, les penseurs, en un mot, par tous ces milieux désignés plus tard sous le nom d'« intelligenzia », devenus serviteurs du régime et défenseurs de l'idée de Russie. Pour donner plus d'ancienneté à l'histoire de « la Russie », créée au début du XVIII^e siècle, on la fit fusionner avec l'histoire millénaire de l'Ukraine conquise et on la présenta comme un processus logiquement historique.

Ces cadres de l'« intelligenzia » remplirent leur rôle de russificateurs dans les pays non-moscovites. L'Ukraine, avec son histoire glorieuse et sa civilisation ancienne, ses traditions d'Etat libre et développé — devient « une marche » de l'empire russe. Le Caucase — ce pont entre l'Europe et l'Asie, tout à fait étranger à la Moscovie et qui garde jalousement jusqu'à présent ses traditions d'antan — devient un champ pour l'application de la « Pax Rossica ». La Lituanie et la Pologne — pays universellement connus comme unités politiques et démographiques, distincts de la Moscovie, sont incorporées à la Russie nouvellement créée, comme parties nécessaires pour la composition d'un peuple russe. Et il en fut ainsi jusqu'aux confins du Pacifique.

Ainsi qu'une avalanche, cette caste d'« intelligenzia » russe (gouverneurs, militaires, serviteurs ecclésiastiques, administrateurs, instituteurs, marchands, écrivains, simples artisans) couvre les vastes étendues de l'empire ; elle s'emploie à y répandre la langue russe, et une civilisation encore non formée. Ce procédé d'implantation s'accomplit contre le gré

des populations, étrangères à la Moscovie dont les traditions de gouvernement, de langue et de civilisation sont plus anciennes et plus développées que celles de la Moscovie. Et dès lors se produit un phénomène bien curieux : c'est que cette « intelligenzia », russe et sa civilisation hétéroclite, pendant près de deux cents ans, se développe et grandit en largeur, mais non en profondeur. C'est ce qui explique que sa tâche de russification ne réussit qu'en partie ; elle bâtit des citadelles de russification, mais elle ne pénètre pas dans les couches profondes des peuples englobés dans l'Empire, mais hostiles à cette civilisation. Elle tâche de niveler le tout pour en faire ce qu'on nomme aujourd'hui, non sans humour, « une salade russe ».

La composition de ces cadres d'« intelligenzia » russe était du reste des plus hétéroclites. Il suffit pour s'en convaincre de prendre, au hasard, les noms de quelques célébrités russes ; Pouchkine (avait du sang éthiopien), Lermontov (avait du sang écossais), Derjavine, Karamzine, Aksakov (Tartares), Borodine (Géorgien), Gogol, Dostoïevsky et Korolenko (Ukrainiens), Rennenkampf, comte Frederichs, baron Steinhel et Keller (Allemands), Plévé et Strouvé (Baltes), Miloradovitch (Serbe), Gauthié (Français), si à ces noms on ajoute quelques noms moscovites tels que Tutchév, Tolstoï, etc. on aura bien cette admirable « salade russe » à laquelle, il vient d'être fait allusion.

Il est tout naturel qu'à cet amalgame d'éléments différents corresponde un amalgame d'idées et de conceptions. C'est ce qui explique le mystère qui enveloppe la Russie et

dont le contraste sur le terrain idéologique frappe chaque européen. C'est pourquoi, à côté des doctrines d'une orthodoxie rigoureuse se développaient des idées de nihilisme, et que les réformes sociales ou culturelles ne pouvaient s'y réaliser sans craindre d'ébranler ce régime autoritaire et toute idée de domination sur les territoires non-russes. C'est aussi la raison pour laquelle toute idée, importée de l'étranger ou issue de cet amalgame, se trouvait déracinée, abstraite et stérile. C'est la raison pour laquelle, pendant toute son existence, la Russie n'a cessé de se chercher elle-même, de chercher un idéal introuvable, son rôle et sa raison d'être. C'est enfin la raison pour laquelle les idées s'enchevêtraient au point qu'elles perdaient leur caractère européen si elles venaient d'Occident, et leur caractère oriental si elles franchissaient l'Oural. Dans ce contact d'idées, souvent si opposées, tout s'annihilait, se perdait sans profit pour personne. Efforts, énergie, initiative, — tout se dépensait en pure perte, ainsi que les milliards français avancés à la Russie d'Alexandre III.

Les Russes eux-mêmes ne peuvent s'expliquer ce phénomène. Il suffit de citer quelques vers du poète russe Tutchév qui s'écrie :

« On ne peut comprendre la Russie par la raison... »

et il finissait son poème ainsi :

« On peut seulement croire en la Russie... »

C'était là un avertissement d'une voix autorisée aux détenteurs de fonds russes.

Une seule idée était réelle : le soutien du régime, d'une Russie « une et indivisible », capables d'assurer

l'existence de cette même « *intelliguenzia* ».

La formation historique de la Russie est encore plus concluante.

La Moscovie, toute imprégnée de la vieille civilisation de Kiev, à l'époque où les principautés Moscovites (nous parlons au sens géographique) n'étaient que des dépendances politiques de l'Ukraine, subit, à partir du XIII^e siècle un changement capital avec l'apparition des Mongols. L'influence Mongole organise de fait et centralise la Moscovie, en lui donnant de nouveaux principes d'autorité, une nouvelle organisation de l'armée, de l'administration, du fisc, des finances, des communications... Malgré cette influence, la Moscovie du début du XVIII^e siècle ne présente encore qu'un bien triste tableau. Ce lui-là même que nous décrit Voltaire.

Le grand réformateur de la Moscovie, Pierre I^{er}, animé du désir de pousser son pays vers le progrès, ouvre « une fenêtre sur l'Europe » et il répand sur ses Moscovites mongolisés un jet tout frais d'européanisme. L'histoire de ses réformes nous montre que cette européanisation, qui n'en était qu'une caricature, a persisté jusqu'à ce jour. Nous avons, en effet, vu des conceptions ultra matérialistes faisant croûler ainsi la dernière branche peut-être, sur laquelle était assise l'« âme russe » — la religion !

Mais quels résultats ont eu ces révolutions et ces importantes réformes sur la mentalité, les conceptions, les idées ? Un fait est certain. Si l'« *intelliguenzia* » russe (le terme « moscovite » étant rejeté) absorbe ainsi qu'une éponge toutes les idées, si elle s'enflamme en présence des doctrines de Jean-Jacques Rousseau,

de Nietsche, de Pascal ou de Marx, la masse « russe » reste toujours, comme à l'époque prémoscovite, tout à fait indifférente. Ces idées lui étant étrangères, elle ne saurait les digérer ; cependant que du cerveau de l'« *intelliguenzia* » s'échappent des idées contradictoires : idée de « slavianophilie, chère à Léontiev, idée de l'Eurasie (Savitsky), idée du messianisme russe (mysticisme de la Sainte Alliance d'Alexandre I^{er}, « *ex oriente lux* » des slavianophiles), idée de l'asiatisme incohérent (Bloch — « oui, nous sommes des Scythes(?) ») ; l'idée du nihilisme morbide, l'idée de la « divinité » du peuple russe ; de la révolution mondiale... mais devant toutes ces idées hétéroclites la population « russe » qui sert de matériel d'expérience, reste sourde et continue à ruminer dans son ignorance préhistorique.

Combien Tchaadaïev, ce penseur russe, avait raison, lorsqu'il disait :

« Nous avons, je ne sais quoi, dans le sang, qui repousse tout véritable progrès. » (« *Lettres sur la philosophie de l'histoire* »).

On nous reprochera peut-être qu'une telle attestation doit-être prouvée ; eh bien, que le lecteur se donne la peine de lire quelques citations d'autres auteurs. En voici une de Voltaire encore, sur la Moscovie du XVIII^e siècle :

« Chez le peuple moscovite existe un esclavage inouï ; les Moscovites ne possèdent rien, à part ce qui appartient à Dieu ou au tsar, et ils ne peuvent posséder, car les hommes, d'après leur conception, ne viennent au monde que pour n'y rien avoir, mais d'être des esclaves. » (« *L'Histoire des Russes* » Moscou 1846, page 98).

Voilà bien une caractéristique de la Moscovie, base de la Russie future. Avec les siècles, et bien qu'ayant absorbé une forte dose de civilisation européenne, l'« âme russe » n'a pas progressé, ne s'est point cultivée, enrichie.

D'après Glèbe Ouspenski, le Russe « n'a aucune notion de ce qui est intelligent ou stupide, de ce qui est bien et de ce qui est mal » (« Le Pouvoir de la Terre »).

Il considère que le Russe

« n'a ni conviction, ni moralité. C'est une cruche tout à fait vide qu'on peut remplir avec n'importe quoi » (ibidem).

D'après S. Lourié :

« L'intelliguénzia n'est pas travailleuse, elle n'a pas de sens pratique, elle n'est pas civilisée. Elle ne possède aucun sentiment de la réalité vivante. Toute activité sociale lui tombe des mains. Elle s'occupe des discussions et des querelles des partis, déteste la richesse et ne comprend pas la valeur culturelle de la richesse. Elle désire tout distribuer d'une façon juste, mais ne s'occupe pas du tout de ce qu'il y ait quelque chose à distribuer ». « Les annales contemporaines » (Sovremionnye Zapiski) T. XVIII, Paris 1924. « La Société et l'Idéologie » page 271).

Ce même auteur découvre le secret de la philosophie russe en déclarant que pour l'intelliguénzia russe :

« L'existence des principes élevés pour la défense des humiliés et des offensés (héros de Dostoïevsky. M.K.) n'était pas si nécessaire que ces humiliés et ces offensés le furent pour le triomphe de leurs principes » (ibid. p. 272).

Cette citation, expliquera peut-être pourquoi aucune réforme sociale n'a

pu atteindre son but en Russie tsariste ou bolcheviste.

Une femme de lettres Z. Guippius démontre que les Russes connaissaient et appliquaient les théories de la relativité de Painlevé et d'Einstein bien avant l'apparition de ces théories. Elle écrit :

« Nous, les Russes, nous n'avons aucune conception sur le temps, sur « il est temps ». Nous ne connaissons pas même ce mot. Nous ne le sentons point. Il est tôt pour la révolution (naturellement) et il est trop tard pour les réformes (bien sûr). Il était tôt pour lutter contre le gouvernement, même de la façon dont le font aujourd'hui Milioukov et V. Choulguine... et il est déjà tard à présent. Aucune issue. Et il ne peut y en avoir chez un peuple qui ne comprend pas le mot « il est temps » et qui ne sait pas à temps prononcer ce mot ». (« Les jours de Petersbourg » Notes sur 1914 - 1919 *Vozrojdenié* N° 1192 du 6-9-1928, Paris).

Pour terminer nous ajouterons une attestation de l'écrivain russe contemporain, Sourgoutchev qui, dans une Nouvelle, intitulée « Liechy » (Dieu de la Forêt) s'écrie :

« Je regrette d'être Russe. Le sang russe à l'état pur ne vaut rien... »

Le manque de place et le désir de ne pas abuser de la patience du lecteur nous forcent d'abréger ces citations qui, à notre avis, peuvent remplir plusieurs tomes d'un ouvrage bien documenté.

L'apparition des bolcheviks sur la scène de la Russie ne change en rien le système de gouvernement, pas plus que les conceptions, ni la mentalité russe. Les cadres de l'ancienne « intelliguénzia » russe furent transformés par les bolcheviks en

membres du parti communiste qui, à son tour, est composé, comme sous le précédent gouvernement d'éléments hétéroclites. Cette nouvelle « intelliguenzia » est remplie « comme une cruche vide » d'idées de la révolution mondiale agrémentée par une sauce de messianisme du communisme russe (ancien « *ex oriente lux* »). Leur idéologie léninienne-stalinienne avec ses méthodes de gouvernement et la langue russe deviennent obligatoires sur toute l'étendue du nouvel empire, tout comme l'exigeait avant 1917 l'« intelliguenzia » tsariste. Le régime bolchevik, en 1938, descend des nuages de la phraséologie et de la démagogie (éléments toujours à la mode chez les Russes) pour ne se baser que sur le parti communiste, tandis que la population elle-même n'est qu'un amas d'automates, (« cruches vides ») qui n'ont pas le droit ni de se déplacer (comme à l'époque de la Moscovie), ni de penser, ni de se sentir des hommes. Ayant gaspillé l'héritage des tsars, les bolcheviks ne réussirent pas à créer leurs propres valeurs, et c'est pourquoi ils reviennent fouiller dans le passé de la Russie et ressuscitent les ombres de ceux qu'ils lapidaient jadis tels que Pouchkine et Pierre le Grand. Bien plus, ils reprennent les airs de l'Opéra « La vie pour le Tsar », Mais n'est-ce point là quelque anecdote, une histoire humoristique ? — Du tout. C'est tout à fait logique. Les bolcheviks continuent à tirer la charrette russe. En effet ayant abattu l'autorité du Tsar — point culminant de l'ancienne pyramide russe — ils la remplacèrent par l'autorité d'un dictateur dont le régime est plus barbare et plus stérile que le précédent. L'ancien soutien du

régime — l'intelliguenzia — n'a changé que de nom. L'ancien slogan — « pour la foi, le Tsar, la patrie » est remplacé par « pour la patrie communiste » ; l'ancien patriotisme russe (sentiment envers une patrie abstraite et incompréhensible) est remplacé par le même sentiment stérile et abstrait. Rien de changé. L'idée de la Russie « une et indivisible » n'a pas changé chez les bolcheviks et, tout comme avant, cette idée est abstraite, sans racine, sans raison d'être. Leur doctrine, leur soi-disant civilisation matérialiste n'est autre chose qu'une caricature lamentable, à la manière russe, des conceptions européennes du XIX^e siècle revêtues d'un caractère spécifique de mystère et d'abstraction de l'ancienne Russie. Les bolcheviks ne sont que les dignes enfants de leurs parents russes.

Et maintenant, quelques brèves réflexions sur la civilisation russe, la race et la langue.

D'habitude, on conçoit la civilisation comme un ensemble d'efforts, comme le résultat d'une activité tendant vers le progrès des idées et des conditions matérielles déterminant des traditions pour les générations futures, liées entre elles par les affinités réelles et logiques, dominées par le sentiment conducteur qui a de profondes racines dans le passé. Toute civilisation, moderne ou ancienne, démontre une liaison ferme, vitale et logique dans les idées directrices et génératrices qui créent ce qu'on appelle aujourd'hui le climat, l'ambiance, le milieu idéologique.

Par contre on ne peut employer le terme de civilisation russe sans éprouver le besoin de faire quelques réserves. Comment imaginer une vitalité, une réalité vivante, faite avec

des éléments aussi disparates, aussi opposés, aussi peu unis et aussi mal digérés que cette « Cuisine idéologique » russe ?

Prenons au hasard les opéras russes : « Eugène Onéguine » et la « Dame de Pique » (Occident), « La nuit de Mai » (Ukraine), « Kniaz Igor » (ancienne Ukraine et Orient-Polovtzi), le « Coq d'Or » et « Sadko » (Moscovie mongolisée), « Démon » (Caucase). Chacun de ces opéras comporte des idées, des ambiances différentes qui ne sont liées que par la même langue (le russe). Le même phénomène se retrouve dans les arts, dans la littérature, dans la philosophie, la critique, etc. Il est tout à fait naturel que ces éléments étrangers se bousculent, s'entrechoquent, se contre-balancent pour aboutir à une confusion logique, base de la civilisation russe.

En ce qui concerne l'élément essentiel qui crée la civilisation — l'élément racial (nous entendons par là, la race spirituelle, le sentiment d'attachement à la communauté — commonwealth), les savants russes se sont heurtés à des obstacles insurmontables lorsqu'il s'est agi de dé-

terminer le Russe. Ne pouvant trouver une solution nette, les Russes s'emparèrent de l'ancienne dénomination ukrainienne « Rouss », et l'appliquèrent à la Russie.

En l'état actuel, la Russie ne représente en réalité, aucune conception d'unité d'Etat, de civilisation, de race, de pensée philosophique. C'est un conglomerat artificiel, de peuples, de races, de croyances, de langues disparates, un « colosse aux pieds d'argile » qui menace de crouler au premier choc de l'extérieur.

C'est en prévision de cet effondrement que les peuples non-russes de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan, de l'Idel-Oural etc., doivent rester unis : contre l'oppression moscovite.

Ensemble, ils doivent poursuivre la lutte contre l'oppression moscovite et montrer au monde que ce vaste empire avec les 170 millions d'habitants dont certains admirateurs zélés se plaisent à proclamer la puissance, n'est en réalité qu'un fantôme d'Etat aux nationalités multiples, sans idéal commun, sans ordre, ni cohésion..

M. KOVALSKY

La leçon de la guerre de 1920

A la fin de l'année dernière paraissait à Varsovie le premier livre sur la guerre de 1920 entre la Pologne et l'Ukraine, alors alliées, contre la Russie. Dû à la plume d'une personnalité éminente — M. le général T. Kutrzeba, ancien chef d'Etat-Major de la troisième armée polo-

naise qui joua, sous les ordres du général Smigly-Ridz, un si grand rôle dans la campagne, — ce livre — « Wyprawa Kijowska » (La marche sur Kiev en 1920), — est digne non seulement d'être lu, mais encore d'être étudié partout où l'on s'intéresse à la question de l'Europe Orientale.

En effet, loin de se borner à l'étude historique des grands événements qui ont bouleversé cette partie de l'Europe en 1920, il touche encore, et c'est peut-être là son point le plus important, à des questions fondamentales pour l'existence et le développement de cette partie de notre continent.

La meilleure façon d'écrire sur ce livre serait de le traduire, mais comme une traduction demanderait beaucoup de temps, nous allons essayer, en attendant, d'en donner un aperçu et de souligner ce qui est sujet à caution.

Quelle fut tout d'abord la pensée fondamentale de la politique polonaise et surtout, celle du Maréchal J. Pilsudski, par rapport à la Russie dans la lutte pour l'indépendance de la Pologne ?

L'analyse de tous les événements qui ont précédé la guerre de 1920 conduit l'auteur à la conclusion suivante :

« Le moindre mal était de faciliter pour la Russie soviétique la défaite de Dénikine » bien « qu'il fut avéré qu'on ne pourrait se soustraire à une bataille décisive contre les Soviets. »

C'est avec ces vues sur la politique de la Pologne dans la lutte pour affermir son indépendance que le Maréchal Pilsudski répondit à la proposition insidieuse de paix de Lénine en posant entre autres conditions importantes, les conditions particulières suivantes :

« Le chef de l'Etat certifie que si les Lettons exigeaient Dvinsk des Soviets il les soutiendrait ».

« Le chef de l'Etat désire que les Soviets n'attaquent pas Petlura ».

Par ces conditions spéciales, le Maréchal Pilsudski soulignait claire-

ment que son but était la défaite de la grande Russie « indivisible » et qu'il voulait aider les pays désireux de se libérer du joug de Moscou.

Comme il fallait s'y attendre, les bolcheviks russes, successeurs des tsars moscovites n'acceptèrent pas de modifier la traditionnelle politique impérialiste. Ils préférèrent la guerre à la paix et voulurent faire traîner en longueur les pourparlers pour en finir d'abord avec Dénikine et jeter ensuite toutes leurs forces contre la Pologne.

C'est pourquoi le Maréchal Pilsudski se décida à prévenir les plans bolcheviks, et à les combattre, avant que ceux-ci n'aient eu le temps de déclencher une offensive générale.

Il fallait donc provoquer les bolcheviks à la guerre avant qu'ils ne frappent leur coup principal contre l'armée polonaise en Ruthénie-Blanche. C'est pour ces raisons que le commandement polonais décida que la meilleure façon de faire entrer en guerre les bolcheviks était d'envahir l'Ukraine à laquelle tous les impérialistes russes tenaient d'une façon si absolue et de battre les forces russes qui s'y trouvaient alors. Après avoir anéanti les Russes en Ukraine et contribué à l'organisation de l'armée de l'Ukraine indépendante, le Commandement polonais espérait jeter toutes les forces polonaises sur le front principal en Ruthénie-Blanche dès le début de l'offensive générale bolcheviste qui devait éclater à bref délai, car les bolcheviks terminaient alors victorieusement leur lutte contre les armées de Dénikine.

En conséquence, la Pologne reconnut le gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne et son chef Simon Petlura et donna le

25 avril 1920, aux forces polono-ukrainiennes l'ordre de commencer l'offensive sur Kiev.

Laissons de côté les péripéties de la marche sur Kiev, de sa libération et enfin de la manière dont ce grand fait d'armes se transforma en déroute au début du mois de juin 1920, lorsque la cavalerie de Boudenny eut rompu le front entre la troisième et la sixième armée polonaise. Le côté militaire de la marche sur Kiev est extrêmement intéressant mais nous l'abandonnerons aux spécialistes. Bornons-nous seulement à indiquer les principales causes de cette déroute : L'opération en Ukraine ne réussit pas car les armées bolchevistes ne furent pas complètement battues comme en l'avait espéré ; elles s'étaient retirées au-delà du Dniepr pour s'y réorganiser ; l'avance des armées polonaises fut retardée et c'est pour cette raison que la mobilisation des armées ukrainiennes ne put se produire en temps voulu. Au moment de la marche sur Kiev, la première armée polonaise reculait sur le front principal de Ruthénie-Blanche et le Commandement fut forcé d'y envoyer des forces opérant en Ukraine.

Faisant un résumé général sur les résultats de la campagne d'Ukraine, notamment sur les causes de son échec l'auteur conclut :

« Le but stratégique de la marche sur Kiev était, à mon avis, d'obliger la Russie soviétique à accepter la guerre au moment le moins propice pour elle. Ce but fut absolument atteint. »

Mais « La marche sur Kiev fut perdue comme opération, du fait que nous ne pûmes tenir assez longtemps la partie de l'Ukraine occupée

par nous ni aider à l'organisation des forces militaires de l'Ukraine. »

« La marche sur Kiev eut de plus un très grand sens politique car nous avons commencé l'organisation de l'Ukraine nationale, mais nous ne l'avions pas réussie. Ajoutons aussi que durant les pourparlers de paix, nous nous sommes éloignés juridiquement de cette ligne politique. »

L'auteur classe aussi parmi les causes de la non-réussite de la campagne d'Ukraine, le fait de l'hostilité de l'Entente contre l'idée du démembrement de la Russie et de la création d'une Ukraine indépendante, enfin une certaine incompréhension de l'opinion publique polonaise et ukrainienne sur les buts de cette guerre.

Mais autant le côté historique du livre est clair et précis, autant les derniers passages du livre sont discutables. Ayant constaté que la marche sur Kiev n'a pas réussi, surtout à cause de l'échec militaire de la campagne, et se rappelant la victoire sur la Vistule, l'éminent auteur tire une conclusion purement politique de l'échec de la campagne d'Ukraine : « L'histoire montre, dit-il, que malgré les victoires militaires sur la Russie, il est impossible de la vaincre aussi longtemps qu'elle n'aura pas subi sur le plan politique des modifications préparatoires. »

Il nous semble que cette conclusion de l'auteur est fausse, car c'est justement la victoire militaire qui n'a pas été complète en Ukraine et c'est surtout à cause de son échec que l'Ukraine n'a pas pu montrer son degré de préparation au rôle politique et militaire qui lui était assigné dans le plan du Maréchal Pilsudski.

Il y a encore un côté dans le livre du général T. Kutrzeba qui n'est pas suffisamment souligné : c'est l'épuisement de l'Ukraine au moment de la marche sur Kiev ; et cela est très important car du fait que l'Ukraine avait perdu une très grande partie de ses forces militaires dans les guerres précédentes, au moment de la marche sur Kiev elle ne put fournir les réserves qu'exigeait le moment. Si les forces qu'elle avait en 1918 et qui se sont perdues dans les guerres avec la Pologne et la Russie avaient été mobilisables pour combler le manque de réserves pendant

la marche sur Kiev, la destinée de l'Europe Orientale eût été tout autre.

Il nous semble que la leçon de la guerre de 1920 consiste non seulement dans « la préparation politique de la Russie à la défaite », mais encore dans la préparation politique de tous les peuples opprimés par la Russie et menacés par elle, à vaincre ce qui diminue leurs forces, ce qui les divise et ce qui les disperse. Nous croyons qu'avec un tel plan, la prochaine marche sur la « prison des peuples » sera couronnée de succès.

I. ZATACHANSKY



Documents pour l'étude de l'histoire de l'Azerbaïdjan

(Suite)

LA DYNASTIE MEZIDIDE.

Le fondateur de cette dynastie, Emir Yezid ibn Mézid-al-Cheibani, d'origine arabe, fut le représentant du gouvernement de Bagdad près les Chirvan-Chah. Il avait été auparavant gouverneur du Seïstan, puis, en 786 il fut envoyé à Ihlat. Rappelé deux ans après, il fut nommé Emir à Barda. Son rôle consistait à représenter l'autorité extérieure des Khalifes à la cour des princes du Chirvan, et ce rôle était plutôt symbolique afin de mieux marquer l'indépendance des Chirvan-Chah vis-à-vis des Khalifes.

Nous devons en général, souligner ici tout particulièrement, que les représentants des Khalifes ne s'im-

miscaient jamais dans les affaires intérieures des Chirvan-Chah et l'on ne saurait comparer son rôle à celui du vice-roi des Indes lequel est pour ainsi dire, investi de pouvoirs dictatoriaux. Les représentants arabes servaient plutôt de lien entre deux peuples dont l'un avait emprunté à l'autre sa religion et se trouvait lié à lui. Il fut même un temps où les Chirvan-Chah non seulement ne payaient point de tribut, mais où ils recevaient des présents en argent, des Khalifes de Bagdad. Cependant, au point de vue juridique, l'Etat de Chirvan était sous le protectorat du Khalifat.

On sait, d'autre part, qu'au début du X^e siècle la puissance des Abbassides commence à décliner et que

dans le sud de l'Azerbaïdjan qui portait à l'époque le nom de Deilem, du début du IX^e siècle et jusqu'à la moitié du X^e, des révoltes eurent lieu fréquemment contre Bagdad. De ce fait, les liens qui unissaient les Chirvan-Chah à Bagdad étaient rompus pour quelque temps. L'Emir ne restait pas moins au Chirvan où il finissait par s'assimiler, ainsi que ses descendants, pour devenir des citoyens honorés de l'Etat. A ce moment le Chirvan devint un Etat complètement indépendant.

Lorsque prit fin la dynastie medjoussi, l'un des petits-fils de l'Emir, Al-Cheibani, grâce à l'autorité et à la noblesse que lui conféraient son origine, devint souverain du Chirvan en 950. Il prit le nom de Hachim-Al-Cheibani I^{er}. Cette dynastie des Al-Cheibani donna les souverains suivants au Chirvan :

1. Hachim,
2. Mouhammed II,
3. Mouhammed III,
4. Ali-I al Cheibani,
5. Ali Taïr-i-Mezidi Cheibani,
6. Ahmed Chah Cheibani,
7. Mouhammed V,
8. Yezid III al Cheibani.
9. Manoutchar al-Cheibani,
10. Abou Mansour II,
11. Koubad Cheibani,
12. Bihti Nassir Ali,
13. Salar-ben-Yezid,
14. Feyoubars.

Cette dynastie régna en Azerbaïdjan pendant plus de cent ans, de 950 à 1075.

Cette période nous intéresse, du fait que pour la première fois, les Russes font leur apparition en Azerbaïdjan et en Transcaucasie en gé-

néral. La première incursion eut lieu en 913, la seconde — en 943.

D'après Massoudi (Prairies d'or), les Russes descendirent le cours de la Volga sur 500 barques. Chaque barque avait à bord une centaine d'hommes ; ils firent une incursion sur la rive occidentale de la mer Caspienne, notamment dans le Djabal, le Deilem, le Tabaristan, le Mazanderan, à Abi-Soukoun, à Bilad-oul-Nephtie (Bakou), etc.

Après avoir opéré une descente, les bateaux repartaient pour ramener chaque fois de nouveaux renforts. Pour la première fois, les Azerbaïdjanais apprennent l'existence des Russes. Sous le commandement d'Aboûl Sadjé Divdad, les Azerbaïdjanais s'opposent à leurs attaques, mais sont obligés de reculer. Des îles Vire où ils se sont fortement établis, ils dirigent leurs attaques sur le littoral. Et lorsque les Azerbaïdjanais réussissent à les repousser, les Russes regagnent leurs îles pour revenir encore avec de nouvelles forces.

Ali-ibn-Hachim, aidé des Géorgiens, attaque à nouveau les Russes sans toutefois réussir à briser leurs forces.

Russes et Khazares, unis dans le pillage, se retirent après leurs expéditions sur leurs vaisseaux et, remontant la Volga, vont se partager le butin.

Dans la période comprise entre la première et la deuxième invasion des Russes se place la pénétration de l'Islam parmi les Khazares. Dès lors, il leur arrive de refuser de s'associer aux Russes dans leurs incursions sur le littoral azerbaïdjanien. Bien souvent même, ils attaquent les détachements russes qui descendent la Volga,

les obligeant à chercher un refuge chez les Bartasses, peuple très peu connu.

D'après Massoudi, les Russes s'abstinrent de toute attaque contre les Azerbaïdjanis pendant trente ans ; ils reprirent l'offensive en 943. Ibn-ul-Assir en donne la description suivante :

« En 943, écrit cet historien, les Russes réapparurent par la mer Caspienne ; ils s'engagèrent dans la Koura qu'ils remontèrent jusqu'à Barda. Les forces locales s'opposèrent à l'envahisseur, mais furent défaites. Les Russes assiégèrent Barda, battant des forces armées, venues au secours des assiégés. Alors les Azerbaïdjanis passent à une autre méthode de lutte et inaugurent une guerre de guérillas. Inquietés par leurs attaques, les Russes redoublent de cruauté envers la population désarmée ; ils envoient un ultimatum à la ville assiégée, la sommant de se rendre dans un délai de huit jours. Tous ceux qui en eurent la possibilité s'enfuirent, les autres périrent ou se rendirent. A ces derniers une rançon de 20 dirhems fut imposée ; ceux qui purent la payer furent libérés ; les autres furent emmenés en esclavage. La population désemparée envoie des délégués chez les voisins et demande aux Géorgiens et aux Arabes de venir à leur secours.

La rébellion en Azerbaïdjan méridional contre les Emirs prend fin devant le péril commun et des secours s'organisent en faveur du Chirvan, sous le commandement de Moukhammed-ibn-Ali-Merzeban ; mais ses troupes subissent un échec et la ville de Barda est prise. Les Russes en firent une base pour leurs expédi-

tions qui comme on sait atteignaient la ville de Maraga.

Voyant tout le danger que présentait l'apparition des Russes, Merzebani apparaît de nouveau devant Barda avec d'imposantes forces ; tout d'abord, il partage son armée en deux groupes ; il laisse l'un de ces groupes en embuscade et, à la tête de l'autre groupe il attaque les Russes, mais aussitôt le recule. Escomptant déjà une victoire, les Russes se lancèrent à la poursuite de Merzebani. Pris dans l'embuscade qui leur avait été tendue, les Russes se retirent en désordre tandis que les troupes de Morzebani leur infligent d'importantes pertes, obligeant les débris de leur armée à s'enfermer dans la forteresse de Chakhristan, non loin de Barda.

Merzebani les assiège dans cette forteresse, mais il doit bientôt se retirer sur Salmassa afin de défendre ses possessions contre les incursions d'un autre souverain azerbaïdjanien, se contentant de laisser dans ces parages un petit nombre de combattants.

Une partie des Russes assiégés périt du choléra, car ayant épuisé leurs vivres, ils ne vivaient que de fruits ; une autre partie, profitant du nombre insignifiant des assiégeants, se glisse de nuit jusqu'à la Koura et parvient sur des barques, à s'échapper.

Cette deuxième attaque des Russes détruisit complètement Barda. Depuis lors, cette ville ne put se relever de ses ruines. De nos jours c'est un tout petit village d'Azerbaïdjan.

La dynastie des Kesramides (1075 — 1382)

Ainsi qu'on a pu le voir, à la dynastie des Medjoussi succède celle

des Mezidides. Cette dernière s'étant éteinte, une nouvelle dynastie portant le nom de Kesrani monta sur le trône des Chirvan-Chah. Le fondateur de cette dynastie et l'un de ses meilleurs représentants fut Aboul-Mouzaffar Manoutchar Ibn Kesran ; les monnaies de son règne nous sont parvenues.

Les historiens arabes désignent toute la dynastie et son époque sous le nom de Bin-Kesran, ce qui signifie les Kesranides. Dorn, *) dans son ouvrage donne cette même appellation de Beni-Kesran à cette dynastie. Les souverains qui régnèrent au Chirvan s'attribuèrent des noms sassanides ; cela ne doit pas nous induire en erreur et nous permettre d'en déduire qu'ils étaient des descendants des Sassanides. La coutume de porter le nom de grandes hommes ayant joué un rôle dans l'histoire était fort répandue en Orient.

Lorsqu'on parle de cette dynastie on désigne le premier souverain, sans trop savoir pourquoi, sous le nom de Faribourz lequel commença à régner en 107. Selon toute probabilité, Faribourz et Aboul-Mouzaffar sont une seule et même personne, vu que Aboul Mouzaffar est vraisemblablement « Kounia » de Faribourz. Nous possédons deux monnaies de son règne sur lesquelles, d'un côté, nous trouvons le nom « Faribouz », de l'autre — « Khalifat-al-Mouktadi » (Aboul-Kassim Abdallah Uddataddin al - Mouktadi Biamrilaah — 1705-1094) et « Sultan Malik Chah » (Seldjoukid Djelal-eddin Aboul Fath Malik Chah 1072 - 1092). Et cela se conçoit, attendu qu'à

l'époque, les Seldjoucides étaient à l'apogée de leur puissance et qu'ils voilaient jusqu'à un certain point la gloire des Khalifes Abbassides. C'est pour plaire aux uns et aux autres que Faribourz frappait ses monnaies aux noms de ces deux dynasties. Sur la deuxième monnaie on ne trouve qu'un seul nom au lieu de deux — « Khalifat Al Moustazhir (Aboul-Abbas Ahmad al Moustazhir Bidlah), et à son nom est adjoint Al-Malig Faribourz. Il est probable que l'autorité des Seldjoucides commençait à faiblir à l'époque.

II

Après Faribourz, le trône des Chirvan Chah fut occupé par Manoutchar qui frappa monnaie à son nom. Une de ses monnaies se trouve au musée de l'Ermitage. Sur l'un des côtés on lit : Al Malik Manoutchar Bin Faribourz, et sur l'autre — Khalifat Al Moustazhir Sultan Mahmoud (Nassir-al-Din Mahmoud 1092 - 1904, fils de Malik Chah).

L'époque du règne de Manoutchar présente de l'intérêt pour nous en ce sens que, de ce moment, s'établissent avec la Géorgie des relations et une collaboration. Cette amitié se développe à un tel point qu'en 1116, Manoutchar épouse la princesse Tamar, fille cadette du roi David II le Constructeur (1088 - 1125).

Ce lien, naturellement, est dynastique, mais à l'époque, des liens de ce genre jouaient un grand rôle. On sait que pendant cette période historique, l'expansion seldjoucide menaçait la Géorgie et que le roi de Géorgie chercha un appui en la personne du Chirvan Chah, son voisin qui, selon les conceptions de l'époque, passait pour être puissant.

*) Dorn: Geschichte der Schirwan-schache.

Le règne de Manoutchar s'étend de 1105 à 1120. C'est sous son règne qu'eurent lieu les incursions des Khazares et des Alains au Chirvan. A Derbent les deux camps adverses se rencontrèrent : d'un côté les Khazares et les Alains qui menaient l'offensive, de l'autre — l'armée alliée, de Géorgie et du Chirvan. Cette dernière résiste aux agresseurs. Le commandant de l'armée alliée, le prince Afridoun, fils de Manoutchar, périt dans la bataille.

III

Après la mort de Manoutchar, son autre fils, Manoutchar II, prend le pouvoir. En 1120, les relations entre le Chirvan et la Géorgie commencent à s'aggraver. La protection accordée au jeune Manoutchar par son oncle, déplait à son entourage qui voit dans cette protection une certaine immixtion, dans les affaires du pays. Sur l'invitation de sa fille, le roi David II marche sur le Chirvan, en 1120, et, à la tête de son armée, atteint la ville de Kabala. Ayant pillé et saccagé la ville, l'armée géorgienne s'en retourne, renonçant à continuer la guerre.

Peu de temps après cependant, en 1122, le roi David II est appelé, officiellement, au Chirvan. Il s'agit cette fois, avec le souverain du Chirvan, de défendre le pays contre l'armée seldjoucide qui a fait son apparition aux frontières. De ce jour, l'influence du roi David II devient prépondérante au Chirvan et, dès 1124, sur la proposition de la Chahine (reine) Tamar, le roi David unit les deux Etats et ajoute à son titre, celui de Chirvan-Chah. Dès lors, les princes du Chirvan se rendent fréquemment

à la cour du roi David ; d'après certaines sources, l'un d'eux se serait fixé en Géorgie où il aurait par la suite fondé la famille des Chervachidzé, déformation de Chirvan-Chahidze.

L'influence de la Géorgie se maintint jusqu'à la mort de David II (20 janvier 1125) ; elle cessa complètement après sa mort.

Le danger seldjoucide ayant disparu, le Chirvan reprend toute son indépendance. L'influence de la Chahine Tamar cesse. Ayant sollicité l'autorisation de rentrer en Géorgie elle va se fixer dans ce pays non sans emporter de grandes richesses qu'elle emploie pour la construction d'un monastère à Tmogvi où elle se retire pour y vivre jusqu'à la fin de ses jours. Les détails de sa vie nous sont connus jusqu'à l'année 1161 ; passé cette date, les chroniques n'en font plus mention.

Le règne de Manoutchar II fut une époque brillante dans l'histoire du Chirvan ; il fut marqué par un large développement de la vie culturelle et constructive du pays. Les poètes affluèrent à la cour des Chirvan-Chah. L'auteur de « Atechkédé » nous dit : « A la tête du Chirvan se trouvaient des souverains hautement cultivés, tel ce Djaleddin Manoutchar dont la sagesse et la justice portèrent sa gloire, loin dans le monde. Ces qualités se trouvent soulignées dans les œuvres des grands maîtres de la littérature et de la pensée comme Aboul-Oula, Nizami, Khagani, Feleki. Son nom sera toujours aux côtés des noms des plus grands monarques de l'Iran. »

Devlet Chah, dans son livre écrit : « Manoutchar arrive en tête parmi les protecteurs de l'instruction et de

la littérature. Le jour où l'on apprit que Manoutchar aimait les poètes et les philosophes, les talents célèbres de son temps, tels que Nizami, Feleki, Khagani, Zulfugar, Chapour, affluèrent à sa cour où ils y furent accueillis et aidés par le souverain. »

Dorn écrit que sous son règne, l'instruction et la littérature atteignirent un tel degré de gloire que le petit Chirvan devint un centre culturel pour tous le monde musulman. Manoutchar changea son titre d'Al-Malik en celui de Khagan, ce qui indique bien son origine turke. Et comme il avait beaucoup d'affection pour Khagani il lui donna ce titre ce qui signifie « le poète de Khagan ». Manoutchar voulant encore lui témoigner son amitié fit don à sa fille, le jour de son mariage, de 20.000 dirhems, somme très importante à l'époque.

Il convient de souligner que ces poètes écrivaient en langue persane qui, à l'époque était la langue de la littérature non seulement au Chirvan, mais encore dans tout le monde oriental musulman. Cependant, parallèlement à la langue persane, on écrivait ces mêmes œuvres en turk pour le peuple.

Le protecteur de cette littérature, le Khagan Manoutchar mourut en 1149.

IV

Le trône étant devenu vacant, le fils de Manoutchar, Ehistan I^{er} en prit possession. Les historiens écrivent : « Le Mougan, le Chirvan, de Derbent à Khalkhala, se trouvent sous l'autorité des souverains du Chirvan. Avec le roi de Géorgie, Georges III (1155 - 1174) ledit souverain entretenait des relations de fils à père,

étant cousin-germain. La reine Tamara était la tante de Georges, et lorsque les Khazares vinrent attaquer le Chirvan, Georges courut au secours d'Ehistan. Ensemble ils combattirent les Khazares qu'ils chassèrent de Derbent, après avoir libéré Muchkur et Chabran. »

On trouve tout un épisode de cette bataille dans les œuvres de Khagani. C'est l'époque où les princes du Chirvan, sous la pression d'Atabek Kizil Arslan, furent contraints de transférer leur capitale à Bakou, la ville de Chemakha, leur résidence étant tombée aux mains d'Atabek Kizil Arslan (1185 - 1191) après qu'il se fut préalablement fortifié à Gandja. De ce jour, Bakou commence à prendre de l'importance. Lorsque, à son tour, les Atabeks durent évacuer Chema-kha, sous la pression des Chirvan Chah, Bakou resta la deuxième capitale de l'Etat. Cette version est confirmée par une inscription trouvée tout récemment à Bakou même.

Des monnaies de ces souverains nous sont parvenues ; elle portent l'inscription : Al Malik Al Mouazzam.

Dans leurs œuvres, les poètes les désignent fréquemment sous le nom de Nassir-ed-Din (Soutien de la religion), de Fahr-ed-Din (Orgueil de la religion) ce qui indique le degré de sa gloire. Sous son règne, les frontières de son Etat s'élargirent et la ville de Bakou s'embellit ; ce fut aussi, pour la troisième fois, la réapparition des Russes qu'il repoussa victorieusement. Il mourut en 1179 ; il fut amèrement pleuré par Khagani. « Ainsi qu'un torrent, qu'un ouragan, tu as fondu sur les Alains et sur les Russes. Tu as fait de Derbent leur cimetière et, grâce à toi, le Chirvan n'est pas devenu Cher-van (pays

du mal) et Khair-van (pays du bien) et même Cheref-van (pays de gloire) a égalé, sinon surpassé, Bagdad et le Caire. »

A la mort d'Ehistan, son frère Farroukhzad (1179-1194) lui succéda. Aucune monnaie de ce prince ne nous est parvenue. Dorn le dépeint comme un monarque capable, mais il ajoute : « Peu de monuments nous sont restés de lui. » Il y a quelques années cependant, une pierre portant son nom a été trouvée à 22 kil. de Bakou, au nord de la presqu'île d'Apchéron. L'on a ainsi appris qu'il était le constructeur d'une tour à Mardakan et le principal initiateur en général, d'un système de défense de la presqu'île d'Apchéron et de Bakou.

Après la mort d'Ehistan, en 1194, ce fut Faribourz II qui lui succéda, ainsi que le constatent les inscriptions sur des monnaies qui nous sont parvenues : Al Malik al-Adil Djalal-ed-Dunia va al-Din Feribourz ibn Afridoun, ibn Manoutchar Chirvan Chah.

Ce titre prouve jusqu'à quel point était puissant ce Chirvan Chah, attendu que seuls de très puissants monarques pouvaient les porter à l'époque. Il est probable que s'il existait une dépendance quelconque des Seldjoucides, elle devait être bien faible.

Le règne de ce souverain se distingue en outre par la grande activité que manifestèrent les Atabeks et par leur désir de se rendre complètement indépendants des Seldjoucides. Après la mort de Kizil Arslan, les Atabeks d'Azerbaïdjan s'étaient efforcés de créer un Etat indépendant. Du fait de la parenté qui existait entre le souverain du Chirvan et les

Atabeks, ces derniers étaient soutenus dans leur mouvement. Sous son règne on eut à déplorer un terrible tremblement de terre qui détruisit la ville de Chemakha. Elle ne tarda cependant pas à se reconstruire.

Après la mort de Faribourz II, son fils Kirchasp (1215 - 1225) monta sur le trône. Des monnaies nous le rappellent sous le nom de Al Malik Al Mouazzam Kirchasp ibn Faaroukhzad ibn Manoutchar Chirvan Chah. Il mourut en 1225, laissant le trône à son fils Faribourz III (1225 - 1251).

C'est sous le règne de ces deux derniers que parurent les Mongols ; leurs conquêtes les amenèrent au Caucase en 1220 ; l'avant-garde mongole avait charge de rechercher le dernier Khorezmchah, Djalal-ed-Din qui s'était enfui dans l'Inde après l'effondrement de son Etat en 1226. De l'Inde il avait gagné la Perse occidentale où il réussit à créer, en l'espace de moins d'une année, un Etat éphémère, sous son autorité. Il rêvait d'envahir le Chirvan, ce qu'il fit effectivement ; il s'empara de la partie sud du pays sans toutefois atteindre Chemakha.

D'après Ibn Al-Assir, un prince du Chirvan du nom de Djalal-ed-Din Faribourz, fils d'Afridoun dont il a été parlé se révolta contre Kerchasp, mais obligé de s'enfuir il alla se réfugier à Tiflis où il fut arrêté. Djalal-ed-Din Khorezmchah s'étant emparé de Tiflis délivra Djalal ed-Din Faribourz et lui confia une armée avec laquelle il devait marcher contre Chirvan-Chah. La bataille eut lieu dans la ville de Kuchtasfi, à 7 kilomètres de la ville actuelle de Sallian, mais au moment où la bataille était engagée les Mongols apparurent

et les deux Djalal-ed-Din s'enfuirent. Les Mongols se lancèrent à la poursuite du Chah de Khorezm qui avait fui dans une direction sud-ouest. Il fut tué par un paysan kurde dans la maison duquel il avait passé la nuit et qui ignorait la qualité de son hôte.

Ibn Al-Assir raconte que Chirvan Chah trouva un refuge à Tiflis et qu'avec le roi de Géorgie, il entreprit une campagne contre le Chirvan ; et il ajoute qu'il recommença à régner à Chemakha. Mais Ibn Al Assir ne nous donne point le nom de ce dernier. Était-ce le Chirvan Chah légal ou le prétendant au trône, allié du Khorezmchah.

Le roi Georges III de Géorgie (1155 - 1174) voulut marier sa sœur Roussoudane à Faribourz et, aussitôt après les fiançailles, il résolut de l'amener lui-même à Chemakha. En route, il tomba malade et mourut à Bagvan ; sa sœur rentra en deuil à Tiflis, ramenant avec elle le corps de son frère. Cet essai d'une nouvelle alliance dynastique finit par un échec. Par la suite, Roussoudane épousa le sultan du Khorossan.

Ainsi qu'on peut le voir, sous le règne de Faribourz III, le Chah du Khorezm et les Mongols attaquèrent plus d'une fois le Chirvan sans toutefois pouvoir le vaincre définitivement. Les monnaies de Faribourz portent l'inscription « Al Malik Al Mouazzam Faribourz bin Kirchasp, bin Farroukhzad, bin Manoutchar. » Des titres de ce genre, où se suivent plusieurs générations d'ancêtres n'étaient usités à l'époque que par les souverains de grande importance, puissants et glorieux. Faribourz III régna jusqu'en 1248.

Ehistan II.

Après la mort de Faribourz, son fils Ehistan II monta sur le trône de Chirvan ; son règne coïncide avec la domination mongole sur l'Azerbaïdjan. Il semblerait que des temps pénibles étaient venus pour le Chirvan, or des documents historiques se rapportant à cette époque montrent que la situation des souverains du Chirvan n'avait nullement changé. S'il y eut un changement ce ne fut que dans les dynasties qui exercèrent leur suzeraineté, c'est-à-dire qu'aux Sassanides succédèrent les Arabes, aux Arabes succédèrent les Ilkhans. Tout comme auparavant, les Chirvan-Chah payaient leur tribut en nature aux Ilkhans, environ 10.000 sacs de froment. Il semble même que ce chiffre se soit maintenu. Pour ce qui est des affaires intérieures, le Chirvan conserva son ancienne liberté.

Il est curieux de constater que sur les monnaies frappées à l'époque on trouve simplement les noms d'Ehistan Faribourz sur une face, et sur l'autre, le nom d'Ilkhan « Khagan al-Adil.... »

L'époque d'Ehistan ne se distingue pas outre mesure par sa force, par sa puissance créatrice. Cela s'explique par le fait que les Chirvan-Chah n'avaient point la possibilité ; faute de temps, de s'occuper de travail créateur, attendu qu'ils étaient toujours sous la menace des voisins du nord. Au péril russe succéda la menace de la Horde d'Or, et devant ce danger, les Ilkhans s'efforçaient de plaire aux Chirvan-Chah afin d'avoir leur sympathie, tout comme l'avaient fait les Sassanides, et plus tard, les Arabes.

Au temps du règne d'Ehistan II,

le Chirvan fut le théâtre de luttes sanglantes entre deux puissants Etats mongols : la Horde d'Or au nord et les Ilkhans au sud. Le Chirvan se trouvait toujours du côté des Ilkhans, en dépit des avances de la Horde d'Or ; il restait le gardien de Derbent et tenait ainsi les clefs du passage au sud.

Le règne d'Ehistan II concorde avec le grand mouvement mongol et leurs conquêtes. Au cours de ces événements on se plaît à constater l'immuable politique des souverains du Chirvan en vue de conserver leur indépendance : être en bons termes avec le sud et se défendre au nord.

Ehistan mourut en 1257 laissant le trône à son frère Farroukhzad.

Farroukhzad II.

Bien peu de documents nous sont restés sur la vie de ce souverain. Son nom, il est vrai, figure sur les murs de la mosquée Bibi-Heibet, à trois kilomètres au sud de Bakou, sur le bord de la mer. On y lit : Al-Malik al - Mouazzam, al - Chirvan - Chah, Chah-ul-Azam, Nacir-ul-Devlet va al-Dine bin Aboul-Fath Farroukhzad bin Ehistan, Amir-al-Moumini-ne Khaled Allahu mulkehu ve Devlete fi tarihi... Zemanine. »

L'orientaliste russe Berezine s'est tout spécialement occupé de ce souverain ; il a même publié quelques documents se rapportant à son règne. Dorn a pris une copie de l'inscription et a consacré tout un ouvrage à ce souverain.

Il est curieux de constater qu'au titre de Farroukhzad II est venu s'ajouter celui de Aboul-Fath qui ne se donnait qu'à des vainqueurs. Or, l'on ignore contre qui il a guerroyé,

où il a fait la guerre et qui il a vaincu ?.. Tout laisse supposer qu'il a fait la guerre aux Mongols, mais on ne saurait dire avec quels alliés. Farroukhzad mourut en 1266.

Guchtaspi.

Ce souverain était le troisième fils de Faribourz I^{er}. Nous connaissons également bien peu de chose sur ce monarque si on en excepte les quelques lignes assez confuses qu'on lui consacre dans « Khanegah ».

Kaï - Koubad.

Kaï-Koubad, fils de Farroukhzad II prend la succession du trône. Les historiens orientaux donnent très peu de détails sur ce souverain ; son nom n'est mentionné que lorsqu'on parle des Tchoupanides, dynastie qui régnait à Tabriz et qui jouissait d'une certaine notoriété. Dans les documents qui nous sont parvenus sur cette dynastie on lit que cette époque fut brillante et que Kaï-Koubad dépêcha son fils Kaï-Kavous à Tabriz pour remettre au souverain régnant al-Malik al-Achraf, de précieux présents, et qu'il fut bien accueilli à la cour. Le jeune prince séjourna très peu de temps à Tabriz ; la manière particulièrement cruelle de gouverner d'al-Achraf ayant beaucoup déplu au jeune prince, Kaï-Kavous regagna le Chirvan.

Dorn, s'appuyant sur les données de Facihiye, écrit que al-Malik al-Achraf fut très attristé du départ de Kaï-Kavous, car il avait espéré en le retenant à sa cour, gagner les sympathies des souverains du Chirvan et les avoir pour alliés contre la Horde d'Or. Pour renforcer les liens avec

le Chirvan, al-Malik al-Achraf demanda la main de la fille de Chirvan-Chah, mais elle lui fut refusée. Al-Malik al-Achraf en conçut un vif dépit ; il réunit une armée, et en 1348 il entreprit une campagne contre le Chirvan ; il entra dans le Karabagh et, avec l'appui des beks locaux, il se mit en devoir d'assiéger Goulistan Kola. Après trois mois de siège, il fut obligé de se retirer, des affaires plus pressantes exigeant sa présence sur les frontières méridionales de ses possessions.

C'est ainsi que le Chirvan évita l'attaque des Tchoupanides.

Kaï-Koubad régna jusqu'en 1350.

Kaï-Kavous.

Kaï-Koubad eut pour successeur Kaï-Kavous, son fils. C'est sous son règne commencé en 1351 que se déroule la lutte entre la Horde d'Or, les Tchoupanides et les Djalaïrides. Ces trois rivaux s'efforcèrent individuellement de gagner à leur cause Kaï-Kavous, mais ce dernier dont la politique était des plus simples fit le choix qui lui parut le plus profitable à ce moment. Profitant de la situation difficile des Tchoupanides, Kaï-Kavous occupa le Karabagh qui, à l'époque, dépendait de Tabriz, tandis que le sultan Oweis réprimait une révolte à Bagdad.

Après avoir maté la révolte, Oweis regagna Tabriz et entreprit une campagne contre le Chirvan. Kaï-Kavous résista avec succès, ce que voyant Oweis proposa la paix par l'entremise de Baïram bek et, à cette occasion, il invita son rival Kaï-Kavous à un banquet. L'ayant arrêté, il l'envoya à Bagdad où il l'emprisonna. Mais, ainsi qu'il l'a été dit précédem-

ment, le fait d'être en désaccord avec le Chirvan n'était pas profitable à Tabriz ; une nouvelle menace se précisant de plus en plus au nord du pays eut pour effet de pousser Oweis à remettre Kaï-Kavous en liberté. Rentré au Chirvan, il remonta sur le trône.

Sur les monnaies de Kaï-Kavous on trouve parfois les noms des Djalaïrides. Non moins intéressant est le fait de trouver sur ses monnaies les noms de certaines villes, telles que Bakou, Chabran, Kuchtasfi (non loin de l'actuel Salian) alors que sous ses descendants, ces noms ne figurent plus sur les monnaies.

Kaï-Kavous mourut en 1372 ; il fut inhumé, nous dit Bakikhanov, à Kouba.

Hucheng.

A la mort de Kaï-Kavous, son fils Hucheng prit les rênes du pouvoir. Aussitôt après son avènement, il s'efforça de nouer des relations d'amitié avec les Djalaïrides et vécut, ainsi que le dit un historien, comme « père et fils ». On peut juger de la popularité dont jouissait Hucheng par le fait qu'après la mort d'Oweis, lorsque commença la lutte entre les deux fils Ahmed et Bajazet, c'est Hucheng qui les réconcilia, rendant ainsi un service signalé aux Djalaïrides. Ahmed vécut même quelque temps à Chemakha, jouissant de l'hospitalité de Hucheng. Après sa réconciliation seulement avec son frère, il regagna Bagdad.

Hucheng fut tué par un traître en 1382. Avec lui s'éteint la ligne directe des Kesranides, par l'absence de postérité de ligne masculine.

Dr MIR-YACOB

P A T R I E

En selle, enfants ardents des terres
de l'Ukraine !
Les temps sont révolus ; le souffle
va passer ;
De l'antique destin qui la fait sou-
veraine
Et ses jours glorieux veulent recom-
mencer.

Alerte, Ukrainiens, votre patrie est
telle
Que l'étreinte ou le joug ne sauraient
la courber...
Les hordes, fer au poing, campent,
en vain, sur elle ;
Le Dnièpre, insoumis, cessera de
flamber. —

Comme, autrefois, l'aède, en des
chants héroïques,
Lançait l'espoir divin au seuil de vos
foyers,
Je viens vous convier aux beaux
gestes stoïques,
A la revanche — enfin — des revers
essuyés.

Et je dirai, parlant alors en para-
bole :
« Sous les moissons l'Ukraine étouf-
fera les loups ».
Maroussia, l'enfant blond, Mazeppa,
ce symbole,
Ont, au dessus de l'homme, obtenu
Dieu pour vous.

Saint Wladimir le Grand, puis Ja-
roslaw le Sage,
Assemblant le pays de la steppe et
des bois,
Ne pouvaient concevoir qu'il livre-
rait passage
Et domination aux vaincus d'autre-
fois.

Non ! Ils voulaient créer la patrie
une et forte,
Pour chacun, dans ses biens ; pour
tous, dans la fierté...
Vos générations, cohorte par cohorte,
Défilaient sous leurs yeux, ivres de
liberté...

Mais, parfois, le malheur, comme un
oiseau sinistre,
S'abat sur qui portait tout un pré-
sage heureux.
Ainsi, dans le ciel clair, ce nuage
au ton bistre
Va couvrir l'horizon qu'il rendra
ténébreux.

.....

N'importe qu'à nouveau l'ouragan se
déchaîne,
Si le grand vautour noir prend son
dernier essor,
Si Prométhée, au roc, peut rompre
enfin sa chaîne,
Et si d'un Dieu vengeur monte le
soleil d'or !

Robert MEYNADIER



COMMUNIQUE

NOUS AVONS REÇU LE COMMUNIQUE SUIVANT :

LE CONSEIL DE LA CONFEDERATION CAUCASIENNE AYANT PRIS CONNAISSANCE D'UNE INFORMATION DE PRESSE D'APRES LAQUELLE UNE NOTE A TENDANCE INAMICALE A L'EGARD DE LA TURQUIE AURAIT ETE REMISE AUX GOUVERNEMENTS ITALIEN, ALLEMAND ET POLONAIS, DECLARE CATEGORIQUEMENT QU'UNE TELLE NOTE N'A JAMAIS ETE ADRESSEE AUX GOUVERNEMENTS SUSMENTIONNES PAR LE CONSEIL NI PAR UNE DES SECTIONS EN FAISANT PARTIE (AZERBAIDJAN, GEORGIE, CAUCASE DU NORD).

LE CONSEIL SAISIT L'OCCASION POUR DECLARER UNE FOIS DE PLUS QUE LES RAPPORTS AMICAUX AVEC LA TURQUIE ETAIENT ET SONT UNE DES BASES SUR LESQUELLES IL ESPERE ETABLIR L'INDEPENDANCE ET LE FUTUR BIEN-ETRE DES PEUPLES DU CAUCASE.

CHRONIQUE

Ukraine

Moscou liquide les communistes ukrainiens sous prétexte de nationalisme pour mieux rattaché à la Russie une belle colonie.

L'organe d'occupation russe en Ukraine les *Visti* du 17 mars, se félicitant de la condamnation à mort de Boukharine, Hrinko et autres, au procès des vingt et un à Moscou, résume ainsi le sens de ce procès pour l'Ukraine Soviétique :

« L'heureux peuple de l'Ukraine Soviétique, de ce pays fleuri, doit surtout ne pas oublier que le désir de semer la haine entre les

peuples-frères, fut toujours le but jésuitique de la charogne fasciste.

Les fascistes ukrainiens, tous ces Lioubtchenko, Hrinko, Poraïko (les communistes ukrainiens notoires) et autre racaille, pensaient, soi-disant, en noyant le socialisme dans un océan de sang, construire un Etat ukrainien fasciste indépendant. Ils ont fait tout leur possible pour semer l'animosité entre le peuple ukrainien et le grand peuple russe.

Le peuple de l'Ukraine soviétique sait très bien que, seule, l'aide du grand peuple russe lui a donné la possibilité de battre les armées

interventionnistes, de battre le national-fascisme ukrainien, d'ériger l'ordre socialiste et de se faire une vie heureuse et libre. »

En écrivant toutes ces belles phrases, les *Visti* oublient seulement de dire qu'à la suite de la liquidation du parti communiste ukrainien, il ne reste plus aucune organisation de cet heureux peuple de l'Ukraine pour soutenir le pouvoir d'occupation russe en Ukraine et que seuls, l'armée et le Guépéou russes lient désormais l'Ukraine à la Russie par la force des baïonnettes et la terreur.

La préparation aux élections au Conseil Suprême de l'Ukraine.

D'après les *Visti* du 15 mars, le présidium du Comité Central Exécutif de l'Ukraine soviétique a constaté au cours de sa réunion du 13 mars, sous la présidence de M. Petrovsky, que sur les dix-sept millions d'électeurs de l'Ukraine, cinq millions seulement suivent les cours de préparation aux élections.

Intensification de la politique de russification en Ukraine.

● Les *Visti*, du 10 janvier, mandent que l'Opéra de Kiev a reçu l'ordre de donner la représentation de l'opéra « Mazeppa » d'après Tchaïkovski et Pouchkine. A cette nouvelle le journal ajoute qu'on désire « montrer Mazeppa tel qu'il était en réalité : rusé politicien, traître aux intérêts du peuple Ukrainien. »

● Les *Visti* du 11 janvier, donnent toute une liste de journaux en langue russe qui ont commencé à paraître sur le territoire de l'Ukraine soviétique à la place des journaux interdits en langue ukrainienne.

L'Ukraine sabote la russification par la musique, prescrite par Moscou.

La *Pravda* du 27 mars mande que partout en Ukraine on sabote la décade de la musi-

que russe, commandée par Moscou : « Sur onze régions de l'Ukraine, trois régions seulement ont envoyé un projet : ce sont celles de Kiev, de Kharkiv et d'Odessa ; les régions du Donetz ne font que des promesses, et les autres, en général, « s'abstiennent ». »

Et le journal de se demander : « Où sont les causes de cette abomination ? » et de répondre : « Il faut dire franchement que les résultats des sabotages de l'art en Ukraine sont loin d'être liquidés. Les nationalistes bourgeois tâchent de désorganiser partout où ils le peuvent, la direction du parti et même tout ce qui touche à l'art ; de l'anémier, de laisser tout aller à la dérive et d'isoler ainsi les Ukrainiens des autres peuples de l'U.R.S.S. ».

Pourquoi le pouvoir d'occupation russe en Ukraine s'est livré au pogrom du Commissariat de l'Education nationale de l'Ukraine soviétique ?

A la fin de l'année 1937, le commissaire à l'Education nationale en Ukraine soviétique, M. Zatonsky, et presque tous ses collaborateurs ayant été « liquidés » (probablement fusillés sans autre forme de procès), on se demandait quelles étaient les causes de cette liquidation en masse.

L'explication nous en est donné enfin par le nouveau dictateur de l'Ukraine, récemment nommé, M. Khroustchov, secrétaire du parti communiste en Ukraine, au Congrès de l'« Union professionnelle des professeurs des écoles primaires et secondaires de l'Ukraine » qui a eu lieu à Kiev, le 23 février.

Voici les principaux passages du discours de M. Kroustchov : « Les nationalistes-bourgeois ukrainiens qui étaient maîtres du Commissariat de l'Education nationale de l'Ukraine soviétique ont fait un très grand tort à l'éducation nationale. Ils se sont donné pour tâche d'exclure le plus grand nombre possible de professeurs pour les jeter dans l'opposition contre le pouvoir soviétique. En revisant à nouveau l'aptitude professionnelle des

professeurs, les ennemis installés au Commissariat à l'Education nationale jetaient au panier les attestations qu'ils recevaient pour que les professeurs ne puissent plus les recevoir des archives en cas de nécessité. Le but principal des nationalistes-bourgeois ukrainiens était de signer un traité avec les maîtres polonais pour leur céder l'Ukraine de la rive droite du Dniepr. »

Il est aisé de comprendre par cette explication de M. Khroustchov que Moscou a liquidé le vieux bolchevik Zatonsky et ses collaborateurs, communistes ukrainiens, parce qu'ils ont osé s'opposer à la politique de russification à outrance prescrite par Moscou.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Vantardises du pouvoir d'occupation russe en Ukraine et vérité.

L'organe officiel de l'occupation russe en Ukraine les *Visti* (N° 25), dans un article de tête intitulé « L'Etat socialiste des ouvriers et des paysans », glorifie, à l'occasion de l'ouverture de la campagne pour les élections au Conseil Suprême de l'Ukraine, les bienfaits de l'occupation bolcheviste en Ukraine et donne les chiffres suivants sur l'économie de la République Socialiste Ukrainienne : « La production de la grosse industrie se chiffre en 1937 par 14,7 milliards de roubles (7 fois plus qu'avant-guerre), La production des machines est 29 fois plus grande qu'en 1913.

En agriculture, 65 mille tracteurs, 21 mille combines, 20 mille batteuses mécaniques travaillent, 27.300 kolkhoz forment les 96,1 % de toutes les fermes ; ces kolkhoz possèdent 35 millions d'hectares de terres. Il y a 14 mille 800 agronomes, 5.000 zootechniciens, 21.100 vétérinaires, 3.000 aides vétérinaires.

L'Ukraine possède 53 théâtres ukrainiens, 32 théâtres des minorités nationales, 16 mille clubs dont 14 mille à la campagne, 12 mille bibliothèques. »

Les *Visti* oublient seulement avec prudence d'ajouter que l'industrialisation forcée de l'Ukraine par les bolcheviks a un caractère colonial, car ils ne développent que la production des matières premières (charbon, fer, manganèse) et que la production des machines en Ukraine n'a augmenté de 29 fois que, parce que, avant la guerre, elle y était inexistante à cause de la politique du gouvernement russe ; ils oublient d'ajouter qu'elle reste encore minime en comparaison de celle de la Russie et que de plus, cette industrialisation toute limitée qu'elle soit, a coûté à l'Ukraine 5 millions de morts parmi les paysans et la ruine presque complète de l'agriculture ; qu'en outre, la valeur de la production de la grosse industrie d'aujourd'hui est à peine égale au taux d'avant-guerre, à celle de ce temps.

En ce qui concerne l'agriculture, tout le monde sait que les chiffres soviétiques n'ont aucun sens, car les récoltes soviétiques en Ukraine sont plus faibles sous les bolcheviks qu'avant la guerre, et que la mécanisation démesurée qui règne en U.R.S.S. est plutôt un point faible de cette branche qu'un point fort. Tout récemment encore les bolcheviks ont annoncé la faillite des parcs de tracteurs et ont prescrit la commercialisation de tout leur travail, qui ne leur donnait qu'un formidable déficit.

Le pouvoir d'occupation se vante encore d'avoir donné des théâtres au peuple ukrainien, mais la presse soviétique elle-même se lamente sans cesse sur le fait que ces théâtres restent fermés, qu'ils ne servent que de dépôts, etc.. Toutes ces vantardises de Moscou ne sont inventées que pour prouver que l'impérialisme russe est un bienfait pour l'Ukraine.

LE COMMERCE.

● Les *Visti* du 11 février donnent, dans l'article intitulé « Le Commerce Soviétique », les renseignements suivants sur son importance et sa situation en Ukraine.

Le chiffre de vente du commerce de détail en 1932 était de 6713,5 millions de roubles, et en 1938 de 18,662 millions de roubles. Malgré cela il y a encore beaucoup d'erreurs dans cette branche d'activité. Tout d'abord les magasins sont, pour la plupart, placés dans les centres ; ensuite, les marchandises les plus nécessaires manquent souvent, ainsi que le sel, le sucre, etc...

Mais le plus étonnant est que ce journal constate la règne de la tromperie dans les magasins soviétiques. Dans les districts Amour-Nijnedniprovsck, par exemple, on a constaté dans les magasins d'Etat, sur 130 ventes, 97 cas de malhonnêtetés diverses.

● Les *Visti* du 23 mars caractérisent, ainsi le commerce en Ukraine soviétique :

« Basé sur une industrialisation extraordinaire et sur l'agriculture socialiste, le commerce soviétique a fait de grands progrès au cours des dernières années. Il suffit de dire que la circulation des marchandises de l'Ukraine soviétique a doublé de 1934 à 1937 et qu'elle a atteint en 1937 la somme de 18,662,4 millions de roubles. Elle atteindra en 1938 la somme de 21 milliards de roubles. »

Pourtant le journal certifie, en même temps, que « la liquidation du sabotage dans le commerce se fait très lentement. La preuve en est dans le fait que le plan de la circulation des marchandises en 1937 n'a pas été exécuté et qu'on ne remplit pas non plus celui de 1938. Il affirme que le commerce soviétique n'est même pas capable de satisfaire la demande de la population en légumes : « Depuis des années le commerce soviétique (d'Etat et des coopératives) ne réussit pas à satisfaire la demande de la population en légumes. »

L'AGRICULTURE.

● Les *Visti* du 5 février affirment dans un article intitulé « L'anarchie dans le Com-

missariat de l'agriculture » qu'il règne un extrême désordre dans toute l'activité de ce Commissariat de l'Agriculture de l'Ukraine.

.... « Le Commissariat de l'Agriculture n'a pas dirigé et ne dirige pas encore les préparatifs pour la campagne du printemps.

.... « L'Office des grains devrait être l'office principal du Commissariat mais en réalité l'activité de cet Office est nulle : il ne dirige que les régions d'Odessa, du Donetz et de la République Moldave. » Comme l'affirme l'article, le reste de l'Ukraine, en ce qui concerne les cultures de céréales est dirigé par l'Office des betteraves, qui évidemment ne comprend rien aux céréales. Après avoir bien décrit cette organisation du Commissariat de l'Agriculture, l'article ajoute : « Le système de direction du Commissariat de l'Agriculture met en danger la préparation de la campagne agricole du printemps. »

● Les *Visti* du 30 janvier soulignent dans un article le grand retard qui existe en Ukraine dans les préparatifs pour la campagne des emblavements du printemps. Elles indiquent que, d'après le Commissariat de l'Agriculture, au 26 janvier en Ukraine on n'avait exécuté que 60 % du plan de réparation des tracteurs de la première catégorie et 25,9 % de la seconde catégorie.

Le même numéro publie un arrêté du gouvernement d'occupation de l'Ukraine qui constate l'existence d'une anarchie complète dans les réparations des machines agricoles ; il prescrit une série de mesures pour remédier à cet état de choses.

● Le correspondant des *Visti* dans la région de Dnipropetrovsk (N° 25 du 1^{er} février) certifie que les 150.000 chevaux, que possède la région, se trouvent dans un état lamentable et que l'administration des kolkhoz de cette région n'a rien fait pour les mieux nourrir et les bien surveiller.

● Les *Visti* du 3 février publient le plan d'Etat de la campagne d'ensemencement pour l'année 1938 en Ukraine :

Le plan des emblavements du printemps comprend 13.296.780 hectares.

Le plan des emblavements d'automne comprend 9.302.300 hectares.

● Les *Visti* du 15 février, sous le titre : « Les années de développement », donnent un article sur la situation de l'agriculture dans la région de Dnipropetrovsk. Après avoir décrit le développement de l'agriculture dans cette région très riche, l'article ajoute : la paye moyenne d'une journée de travail est montée de 55 kopecks en 1933 à un rouble 50 kopecks en 1937. Le revenu net d'une famille, membre du Kolkhoz, a augmenté depuis cinq ans de 448 roubles à 1.400 roubles. »

Comme en Ukraine la famille se compose, en moyenne, de cinq membres, chaque membre recevait donc en 1937 280 roubles. Or, c'est là une somme pour laquelle on ne peut même acheter une paire de souliers en URSS.

● D'après les *Visti* du 11 mars, le Conseil des Commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique a constaté qu'en 1937, en Ukraine, le plan de fécondation des animaux domestiques, n'a été exécuté, suivant les diverses catégories, que de 82,6 à 94,8 % ; que, d'autre part, les préparatifs des kolkhozes pour les emblavements sont très lents et que la lutte contre les insectes nuisibles aux céréales et aux betteraves, est tout-à-fait insuffisante, bien que ces fléaux menacent très gravement les cultures.

● Les *Visti* du 12 mars et jours suivants, signalant le début des emblavements de céréales dans les régions méridionales de l'Ukraine, constatent les fautes multiples et très graves commises dans la préparation des emblavements, fautes qui doivent entraîner, d'après le journal, une diminution dans la récolte.

● Les *Visti* du 20 mars publient enfin un long manifeste du gouvernement de l'Ukraine soviétique et du Comité Central du parti communiste, adressé aux paysans de l'Ukraine, et dans lequel ils exhortent tous les travailleurs

de la terre à cesser le sabotage des récoltes et à donner le maximum de travail, car c'est de la récolte que dépend toute l'économie soviétique et la défense même de l'U.R.S.S. Le manifeste montre que le gouvernement de l'Ukraine soviétique est fort inquiet quant au succès de la récolte de cette année et qu'il a perdu l'espoir d'aider à cette réussite par les seuls moyens terroristes qui consistaient à arracher aux paysans ukrainiens les quantités nécessaires de céréales.

TRANSPORTS.

Malgré les mesures draconiennes prises dans la gestion des chemins de fer soviétiques par M. Kaganovitch qui les dirigeait avant d'être nommé, l'année dernière, Commissaire à l'Industrie lourde, les chemins de fer soviétiques restent le point le plus vulnérable de l'économie soviétique.

En ce qui concerne l'Ukraine soviétique, l'officiel du gouvernement d'occupation russe en Ukraine (*Visti* du 27 janvier 1938) décrit comme suit, l'état des chemins de fer en Ukraine, dans un article de tête intitulé : « Les transports sont inadmissiblement en retard ».

Bien que le plan de chargement des wagons ait été réduit de 95.000 à 89.000 wagons pour le premier trimestre de 1938 on constate que « chaque jour il y a de 10 % à 20 % de wagons chargés en moins ».

... « Selon les données pour janvier, le plan de chargement est accompli dans les proportions suivantes :

Chemins de fer du Sud	89,2%
Chemin de fer d'Odessa	79,3%
Chemin de fer du Sud-Ouest ..	70,6%
Chemin de fer du Nord-Donetz	70,1%

... « Dans ces conditions le transport freine la livraison à temps des machines, du combustible, des engrais aux kolkhozes et aux sovkhozes qui doivent se préparer pour la cam-

pagne du printemps. Il suffit de remarquer que le seul chemin de fer Nord-Donetz a chargé en moins, pendant la première quinzaine de janvier, 20.000 wagons de charbon, de métaux, etc.. »

... « Sur le chemin de fer Sud-Ouest on envoie rarement plus de 70,5 % de trains. Moins de la moitié des trains part d'après l'horaire ».

... « En 20 jours du mois de janvier le service des locomotives du chemin de fer Sud-Ouest a donné 156 machines en moins. Pendant la même période, dans le nombre des locomotives données, il y en avait 29 réparées au moment même du départ et 76 locomotives en route. Les dépôts suivants désorganisaient systématiquement l'envoi des locomotives : Darnitza en 20 jours a empêché d'envoyer 45 trains ; Prylouky — 25 trains ; Fastiv — 21 trains. A cause du service des locomotives de la ligne Sud-Ouest, chaque jour 48 trains sont retardés en moyenne de 90 à 95 minutes ; et 110 trains ont en cours de route un retard d'en moyenne 102 minutes ».

De ces lamentations de l'organe d'occupation russe en Ukraine on peut conclure que les Soviets ne peuvent arriver à moderniser les chemins de fer et qu'ils veulent augmenter la vitesse du mouvement avec du vieux matériel, ce qui cause la désorganisation du trafic et fait des moyens de communication un chaos qui sera fatal en cas de guerre.

● Les *Visti* du 17 mars (rubrique « tribunaux ») relatant le procès intenté à l'usine sucrière de Novo-Bibikov, sur la ligne de chemin de fer du Sud-Ouest, pour des retards considérables, écrivent :

« ... d'octobre 1937 à janvier 1938, 1397 wagons sont restés dans cette usine 12.074 heures de trop, au lieu d'y rester dix heures et demie chaque fois, selon le plan, ils restaient en janvier vingt cinq heures. De la station à l'usine la distance est de trente kilomètres. Les trains mettaient 24 heures pour parcourir cette distance. Les locomotives sta-

tionnaient une heure et demie au lieu de 20 minutes, pour s'approvisionner en eau ».

● Les *Visti* du 21 mars donnent l'alarme sur le travail de la grande station de chemin de fer de Bakhmatch qui a envoyé par jour, en janvier, 75 % seulement des trains, en février — 79 % et en mars — 73 %.

Ces deux exemples montrent de quelle anarchie incurable souffre toute l'organisation soviétique, même dans ses branches les plus vitales.

L'INDUSTRIE.

L'article de tête du journal, les *Visti*, du 5 février affirme, sans en donner de preuves, que la métallurgie du Donbas et le charbonnage travaillent mieux maintenant, mais il renferme en lui-même une contradiction, car il affirme en même temps que « Kryvy Rih » mines de fer) travaille mal et n'accomplit pas le plan ; il n'y a aucun ordre dans l'évacuation des minerais. La perte quotidienne est de 500 à 600 wagons de minerais. Les mines de manganèse travaillent mal aussi.

Comment la métallurgie de l'Ukraine peut-elle travailler mieux si elle manque de minerais de fer et de manganèse : c'est le secret des informations pour la propagande de la presse soviétique. En réalité on est en droit de supposer que, étant donné l'anarchie qui règne dans les transports ferroviaires d'une part, et dans la production du minerai et du charbon d'autre part, la production métallurgique doit se trouver aussi dans un état peu brillant.

Les *Visti*, du 2 février décrivent ainsi la situation de l'industrie locale de l'Ukraine qui comprend la production d'objets divers comme la vaisselle, les lits, les clou, les couteaux, les cadenas, et instruments, les seaux, la mercerie, les peintures, les articles de bureau, les briques, l'albâtre, la pierre de taille, la tourbe, etc...

« Cette industrie a réalisé le plan de 1937 dans la proportion de 84,4 % ». Le journal reconnaît que cette industrie travaille mal et

que la population souffre du manque des marchandises les plus élémentaires. Le plan de cette industrie en Ukraine prévoit en 1938 une production se chiffrant par 890 millions de roubles. Mais nous pouvons ajouter que nous avons là encore une belle promesse qui ne suffirait malheureusement pas à donner des aiguilles, du fil, etc... à la malheureuse population qui depuis 17 ans de régime soviétique n'a même pas la possibilité de réparer ses guenilles.

La grande misère des ouvriers en Ukraine Soviétique.

A l'usine « La Lumière du Mineur » de Kharkiv « la meilleure stakhanovienne Maznitchenko, gagne 4 roubles 81 kopecks par jour » (Le journal *Za industrializatiou* du 15 août 1937).

● A l'usine de réparation métallurgique de Makievo, les ouvriers qui font le nettoyage des fourneaux et « travaillent dans des conditions très pénibles » gagnent de 48 kopecks à 1 rouble 22 kopecks par jour (Le journal *Za Industrializatiou* du 22 septembre 1937).

● Dans les coopératives de la région de Kharkiv on payait parfois de 18 à 20 roubles par mois aux meilleurs stakhanoviens. (Le *Troud* du 16 juillet 1937).

● Le nombre des stakhanoviens dans l'industrie minière du Donbass est de 10 % (Selon le journal *l'Industrie* du 5 janvier) c'est-à-dire que 10% seulement des ouvriers du Donbass peuvent théoriquement gagner le minimum nécessaire pour assurer leur existence ; ce qui ne signifie pas qu'ils le gagnent car il y a toujours des semaines où les gains sont moindres à cause des avaries et de la désorganisation du travail.

Pour atténuer un peu le mécontentement des ouvriers, avant les élections au Conseil Suprême, le gouvernement soviétique s'est vu dans l'obligation de jeter un os aux ouvriers des industries et du transport, et il a ordonné le 1^{er} novembre 1937 d'augmenter les salaires

« des ouvriers et employés mal payés » de manière que leur paye atteigne de 110 à 115 roubles par mois. Le journal « *Troud* » du 2 novembre 1937, commentant cette décision, précise qu'en 1936 il y avait en U.R.S.S. 7,6 % des ouvriers qui touchaient moins de 100 roubles par mois dans l'industrie et les transports, c'est-à-dire environ de 600 à 800 mille ouvriers.

Pour mieux comprendre la situation des ouvriers en Ukraine et en U.R.S.S. en général, il ne faut pas oublier les prix des denrées en U.R.S.S. Nous donnons ci-dessous quelques chiffres :

Le pain noir (de seigle) le kilogramme — 0.85 kopecks ; le pain blanc — 1 rouble ; la farine — 2 roubles 50 kopecks ; la viande — 7 roub. 60 kop. ; le saucisson—11 roub. ; le beurre — 16 roub. 50 kop. ; le sucre — 4 roub. (Voir le journal de Moscou *l'Industrie légère* du 9 mai 1937).

Hatons-nous d'ajouter que ce sont là les prix fixés par l'Etat, prix auxquels les privilégiés seuls peuvent acheter ; la masse des ouvriers non privilégiés achète si elle en a la possibilité en cachette et à des prix beaucoup plus élevés. Dans le cas contraire elle en est réduite à se sous-alimenter.

L'industrie légère en Ukraine.

Les *Visti* du 27 mars donnent les renseignements suivants sur l'industrie légère en Ukraine soviétique : En 1913 l'industrie légère de l'Ukraine a produit pour 130 millions de roubles, en 1937 sa production a été de 954 millions de roubles.

« En 1937 les fabriques de l'Ukraine ont fabriqué 23,5 millions de paires de chaussures, 68 millions de paires de chaussettes, pour 315 millions de roubles de vêtements, etc... En 1937 l'industrie légère de l'Ukraine a accompli son plan à 67,5 millions de roubles près ; entre autres, on a fabriqué 1,5 millions de paires de chaussures et 10 millions de paires de chaussettes en moins. En ce qui

concerne la qualité, elle est moins bonne qu'avant. »

Ainsi de ces explications il ressort que les Soviets produisent plus qu'avant la guerre mais que la mercerie et les chaussures manquent toujours. Le secret de ce phénomène se trouve, non pas dans la consommation accrue, mais dans le fait que les bolcheviks ne comptent pas ce que produisaient avant la guerre les artisans qu'ils ont supprimés, ce qui se fait sentir encore maintenant, puisque les Soviets malgré toute leur industrie bureaucratisée sont incapables d'habiller et de chausser la population de l'U.R.S.S.

Le plan de l'industrie légère de l'Ukraine en 1938 prévoit la production d'objets divers pour la somme de 1,103 millions de roubles. On prévoit la production de 26,5 millions de paires de chaussures, de 81 millions de paires de chaussettes, de 15,5 millions d'objets tricotés (4,3 millions pour le sport, 2,65 millions pour les vêtements chauds, etc.), pour 359 millions de roubles de vêtements divers, pour 25,7 millions de produits en verre, pour 50 millions de roubles de produits textiles, d'objet en cuir, de glaces, etc..

Le journal assure enfin selon son habitude, et malgré toutes ces louanges, qu'on travaille mal : « Les indices du travail des premiers mois de 1938 prouvent que l'industrie légère continue à ne pas exécuter le plan. »

L'industrie alimentaire en Ukraine.

Le Commissaire du Peuple de l'Ukraine à l'alimentation, M. D. Jyla, donne dans l'article intitulé « Les buts de l'industrie alimentaire de l'Ukraine en 1938 » (*Visti* du 30 mars) les renseignements suivants sur cette branche de l'économie de l'Ukraine :

« Durant les derniers cinq ans on a investi dans les constructions pour l'industrie alimentaire de l'Ukraine — 780 millions de roubles. Les entreprises de l'industrie alimentaire de l'Ukraine ont produit en 1937 pour 3.256,2 millions de roubles, soit 3,5 fois plus qu'en 1913.

L'industrie sucrière de l'Ukraine est la première dans le monde. La seule région de Vynnytza a produit en 1935-36, 35,1 millions de pouds de sucre.

L'industrie de l'alcool de la Russie tsariste fabriquait exclusivement de l'eau de vie, cette industrie travaille aussi maintenant pour l'industrie chimique. La distillerie de Lokhvitza fabrique, à elle seule, 8 mille décalitres d'alcool.

Il y a en Ukraine 23 fabriques qui traitent la viande. Elles fournissent 130,3 mille tonnes de viande, 52,1 mille tonnes de saucissons. Une industrie des conserves a été créée et déjà en 1937 les dix nouvelles fabriques de conserves ont produit 265,5 millions de boîtes de conserves. La seule fabrique de Kherson donne 100 millions de boîtes de conserves.

En 1937 les boulangeries de l'Ukraine Soviétique ont produit 1,920 mille tonnes de pain, les confiseries — 193,3 mille tonnes de produits divers. »

Pourtant le Commissaire du peuple à l'industrie alimentaire doit reconnaître que l'Ukraine est encore loin de « la vie heureuse et opulente ».

« L'industrie alimentaire de l'Ukraine n'a accompli le plan l'année dernière, qu'à 92,1 % ; elle a produit 279 millions de roubles de moins qu'elle ne le devait. »

Le plan de l'industrie alimentaire de l'Ukraine pour 1938 est le suivant : on doit produire 22 millions de quintaux de sucre, 236 millions de boîtes de conserves, 900 quintaux de poissons, 148 mille tonnes de viande, 51 mille tonnes de saucisson, 170 tonnes de confiserie, 28,840 tonnes de beurre. Le rendement du travail doit être élevé en 1938 de 10,6 % ; la paye des ouvriers de 9,1 % ; la baisse du prix de revient de 2,1 %.

Malgré un investissement assez grand de capitaux dans l'industrie alimentaire de l'Ukraine, ce pays d'abondance souffre toujours du manque de vivre. Ce fait est dû à la poli-

tique de Moscou qui développe cette industrie en Ukraine pour en confisquer la production et l'exporter en Moscovie et à l'étranger. D'autre part, l'industrie bolcheviste centralisée et bureaucratisée, ne peut suffire à nourrir une population qui s'occupait auparavant à fabriquer pour son usage tout ce dont elle avait besoin et y réussissait mieux que ne le fait maintenant l'industrie bolcheviste, basée sur la force, et qui oblige les ouvriers à travailler sous le knout.

L'anarchie budgétaire en Ukraine soviétique.

Le vice-commissaire aux finances de l'Ukraine soviétique, M. K. Polakov, écrit dans un grand article sous le titre « La discipline budgétaire » (*Visti* du 20 mars), à propos de l'anarchie qui règne dans l'exécution du budget en Ukraine, les phrases suivantes :

« Il suffit de noter que plus de 3.000 entreprises, institutions et organisations de l'Ukraine soviétique ne voulant pas être contrôlées par l'Etat, n'ont pas enregistré en 1937 les listes du personnel supplémentaire. Parmi ces institutions, notons : le commissariat de l'Industrie légère de l'Ukraine, toutes les directions de chemin de fer, le service central agricole de la région de Kiev etc., etc... »

Selon des données tout-à-fait incomplètes pour six régions seulement de la république, on a dépensé en 1937 dans l'administration — 11.460.000 roubles en trop ».

Et c'est évidemment le peuple ukrainien qui payera tout ce gaspillage de l'occupation russe.

CULTURE, RELIGION, SANTÉ PUBLIQUE.

L'analphabétisme.

Maintes fois déjà les bolcheviks ont certifié que l'analphabétisme a vécu en U.R.S.S. Pourtant les *Visti*, N° 9, mandent que le Con-

seil des Commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique ayant de nouveau discuté la question de la liquidation de l'analphabétisme a constaté qu'elle n'est pas du tout résolue dans la grande partie de l'Ukraine et surtout dans les régions de Kiev, Kharkiv et Vinnitza. Le journal se garde de donner le chiffre exact des illettrés dans l'Ukraine entière et en particulier dans les régions susnommées.

La lutte contre la religion.

Le parti communiste en Ukraine a ordonné d'ajouter dans les contrats du concours pour le grade de stakhanovien, dans le bassin de Donbas, la clause suivante :

« Je, soussigné, promets de lutter contre les pratiquants et les sectaires, et de faire entrer dans le groupe anti-religieux au moins cinq nouveaux membres. » (Le journal *Troud*, N° 66).

Cette clause est insérée dans les contrats par suite du développement d'un mouvement religieux parmi les ouvriers du charbonnage du Donbas.

L'école soviétique.

Le 15 février s'est réuni à Kiev le Congrès des instituteurs des écoles primaires et secondaires de l'Ukraine. D'après le compte-rendu du quotidien, les *Visti* de Kiev, du même jour, la situation de l'éducation nationale, ainsi que le constate le Congrès, est des plus tristes :

« ... Dans la dernière moitié de cette année scolaire, certains établissements comptaient 26 % de mauvais élèves. »

« Le Congrès a constaté d'autre part que 45.700 membres seulement sur les 200.000 travailleurs que compte l'Union, fréquentent les cours de politique et que 50 % seulement suivent les cours de culture générale. »

Enfin « Dans l'Union des travailleurs de l'école (professeurs et personnel) il se trouve encore 13.745 illettrés ou peu lettrés. »

A quoi servent les clubs et les maisons

du peuple.

Les *Visti* du 9 février se plaignent beaucoup de ce que, bien que le gouvernement bolchevik dépense des sommes très importants à la construction de théâtres, de maisons du peuple, de clubs, etc. en Ukraine, la population ne les apprécie pas et ne les soutient pas. Ainsi, à Némyriv (région de Vinitza) il y a un théâtre, bien aménagé, mais on ne l'ouvre qu'une fois en quelques mois, lorsqu'il y a une réunion. »

A Pyriatin (région de Poltava), « Le Club est toujours fermé et même quand il est ouvert il ne semble pas faire la joie des visiteurs. »

A Drabovo (dans la même région), « la Maison du Peuple est froide, vide... » « Dans beaucoup de villages du district de Tcherniakhy, les maisons du peuple subsistent à peine. Les groupes d'initiative ne travaillent pas, les bibliothèques sont fermées, il n'y a ni ordre, ni propreté. Au village de Novopolé, la maison du peuple sert de dépôt... » « A Kronydivtzi, région de Tchernyiv on a construit un très beau club qui n'a pas son pareil dans le district, mais les kolkhoziens ne l'apprécient que du dehors car il n'y a pas de travail. »

« ... Le Comité Exécutif de Tchernyiv a fait du musée de la ville qui a une grande valeur historique, un dépôt de beurre et de lard. »

Les bolcheviks russes célèbrent une fondation tsariste en Ukraine.

Comme le mandent les *Visti* du 23 mars, les bolcheviks ont célébré au mois d'avril de cette année le 25^e anniversaire du Conservatoire russe de Kiev, fondé par le régime tsariste.

D'ailleurs, pour dénationaliser l'Ukraine au point de vue musical, en occupant en 1920

l'Ukraine, les Russes ont trouvé à Kiev deux Conservatoires : l'un ukrainien fondé par les Ukrainiens après la révolution, et l'autre — russe. Ils ont supprimé le premier en 1934 et n'ont laissé que le dernier.

D'après le compte rendu des *Visti* dans le même numéro, ce Conservatoire russe s'est tout-à-fait bien acquitté de son rôle car son œuvre principale a été, d'après le journal, de « préparer toute une série de professeurs pour les conservatoires de Moscou et de Léningrad. »

L'impérialisme moscovite dans la littérature.

Les journaux soviétiques russes mandent que le gouvernement de l'U.R.S.S. se prépare à fêter solennellement à Moscou le 750^e anniversaire du célèbre poème épique ukrainien « La geste sur la chevauchée d'Igor » écrit en vieux slavons de Kiev (mélange du bulgare et d'ukrainien), enrichi de nombreux mots et de nombreuses expressions d'ukrainien populaire, ce qui n'empêche d'ailleurs pas les impérialistes moscovites d'attribuer cette œuvre ukrainienne au génie du peuple moscovite qui n'est pourtant pour rien dans sa composition et ne peut même pas la comprendre.

Comment le pouvoir d'occupation russe se soucie de la santé de la population de l'Ukraine.

Les *Visti* du 30 mars indiquent dans l'article « Comment Staline se soucie de la santé des travailleurs » qu'« en Ukraine, en 1937, le plan de construction des hôpitaux et des cliniques n'était accompli qu'à 52,6 %. A Grosoulovo, par exemple, (dans la région d'Odessa) la clinique d'accouchement pour dix lits, commencée en 1936, n'est pas encore finie. De même, dans la région de Mykolaïv, à Kompaniïvka. Dans la ville de Mykolaïv, on construit une clinique chirurgicale depuis quatre ans et elle n'est prête qu'à 70 %.

LES GRANDS ANNIVERSAIRES LITTÉRAIRES.

L'anniversaire de la mort de Taras Chevtchenko (11 mars 1861).

Les journaux ukrainiens d'Europe, d'Amérique et d'Extrême-Orient signalent que les colonies ukrainiennes célèbrent partout, cette année, avec une ardeur particulière, le jour anniversaire de la mort de Taras Chevtchenko, le plus grand poète de l'Ukraine et son génial défenseur.

En Ukraine soviétique, par contre, la presse n'a même pas rappelé cette date mémorable, ce qui porte à croire que le gouvernement d'occupation russe en Ukraine a défendu, comme au temps des tsars, des manifestations de ce genre ; l'on comprend que même sous une forme soviétique cette commémoration a le caractère d'une manifestation nationale.

Le 25^e anniversaire de la mort du grand écrivain ukrainien Michel Kotzioubinsky (1864 - 1913)

Le 25 avril de cette année la littérature ukrainienne commémore le 25^e anniversaire de la mort du grand écrivain ukrainien, Michel Kotzioubinsky, qui, de son vivant déjà avait pris place, à juste titre, parmi les meilleurs prosateurs de l'Ukraine.

Né le 5 septembre 1864 à Vinnitza dans la famille d'un petit fonctionnaire pauvre, à douze ans il s'essayait déjà à composer des vers et de la prose. A treize ans, après avoir lu Chevtchenko et quelques autres auteurs ukrainiens, il se voue définitivement à la littérature. Mais très difficile pour lui-même et très modeste, il ne publie sa première œuvre qu'en 1890, après avoir terminé ses études dans un séminaire orthodoxe. Et c'est surtout à Odessa, où il obtint un emploi dans le service pour la lutte contre le phylloxéra qui ravageait les vignobles de Bessarabie et de Crimée, que son talent se développe grâce à son voyage en Crimée et à toutes ses nouvelles

impressions qui devaient rester ineffaçables. Lorsqu'il vint se fixer en 1897 à Tchernyiv, comme staticien d'abord, puis comme directeur du bureau de statistique de cette ville, il est déjà reconnu grand écrivain.

Les premières Œuvres de M. Kotzioubinsky furent publiées en Galicie, du fait même que les publications ukrainiennes étaient défendues par les autorités russes en Ukraine jusqu'à la révolution de 1905.

Les principales Œuvres de M. Kotzioubinsky sont : « Pour le bien commun », « L'envoyé du tsar noir », « Sur la pierre », « Sous les minarets », « Intermezzo », « Début », « Fata morgana », « Les ombres des aïeux oubliés », « Louange à la vie », « Sur l'île », etc., etc..

Luttant, durant toute sa vie, contre la maladie et la pauvreté, il n'a pu écrire beaucoup, mais tout ce qui a paru de lui est, en prose, une pure merveille. Au début de sa carrière il suit, par tradition, ses prédécesseurs sur la voie du réalisme ethnographique (Panas Myrny, Netchouï-Levitsky, etc.) mais à mesure que son talent se développe, il crée une manière nouvelle : un réalisme profondément psychologique qui s'apparente à celui des meilleurs auteurs occidentaux : E. Zola, Alphonse Daudet et autres qu'il aimait beaucoup lire et étudier.

Nature très fine, très délicate, très artistique ; esprit aux conceptions très larges, il fut, toujours sans compromis, un grand patriote. Il refusa, durant toute sa vie, de publier ses Œuvres dans les revues russes malgré les propositions flatteuses et rémunératrices des éditeurs et de ses amis écrivains russes, Gorki, par exemple, avec lequel il se lia d'amitié à Capri où ils se soignaient tous deux. Malgré sa pauvreté, sa réponse était toujours pareille : je vis pour la littérature ukrainienne.

Il s'intéressait aussi beaucoup au mouvement politique ukrainien et prenait part, malgré son état de santé et son manque de temps, à toutes les réunions des organisations clandestines ukrainiennes. En 1905, il développa une

grande activité comme président de la Société culturelle ukrainienne à Tchernyiv.

La littérature ukrainienne lui rend aujourd'hui l'hommage le plus beau, en le

plaçant dans son panthéon littéraire pour l'éternité, à côté de Kotlarevsky, de Chevtchenko, de Franko, de Stefanyk, de Fedkovitch, de Lessia Ukraïinka...



BIBLIOGRAPHIE

N. DE BASILY.— *«La Russie sous les Soviets», Paris - 1938.*

On a beaucoup écrit sur la Russie : ce sont tantôt des journalistes de profession ou de simples correspondants, des propagandistes à gages ou des libres penseurs, des ennemis des Soviets ou de ses partisans. Malheureusement, dans tout ce qui s'écrit sur la Russie soviétique à l'étranger on trouve de multiples erreurs conscientes ou non, mais qui laissent voir une ignorance complète du pays, de la langue, de son histoire, de la psychologie des peuples qui l'habitent et auxquels le sort a assigné le rôle de servir d'expériences sociales et politiques au gré des bolcheviks.

Le livre qui vient de paraître en français sous le titre « La Russie sous les Soviets » de N. de Basily, constitue une heureuse exception. On peut ne pas être d'accord sur certains points avec l'auteur et en discuter d'autres, mais on ne saurait l'accuser d'ignorer l'ambiance dans laquelle est né et s'est développé le bolchevisme en Russie, pas plus que de ne pas connaître l'histoire, la psychologie, la langue, les mœurs etc. du peuple russe auquel appartient l'auteur. Soulignons en même temps, que l'auteur a consciencieusement exploité une énorme littérature, des statistiques et de multiples documents empruntés aux Soviets eux-mêmes. On voit par cela même que l'auteur a écrit non dans un but de réclame bruyante, mais comme il le dit lui-même dans sa préface « guidé par l'ardent amour de son pays... il s'est efforcé de pénétrer et de com-

prendre le sens profond de la douloureuse phase que vit présentement la Russie... » ; c'est pourquoi il expose les faits en toute impartialité (peut-on lui reprocher d'accorder trop de confiance aux statistiques soviétiques) et les soumet au lecteur sous une forme intéressante.

L'étranger, peu versé dans la réalité russe trouvera dans cet ouvrage, bien des choses qui l'intéresseront : l'origine du bolchevisme, ses racines idéologiques. N. de Basily fait un bref exposé historique du mouvement révolutionnaire en Russie d'où il appert que les bolcheviks « ont d'autres ancêtres spirituels que le seul Karl Marx. » (p. 118). Ces ancêtres spirituels des bolcheviks n'étaient autre que les vieux révolutionnaires russes S.G. Netchaïev, P. Tkatchev, etc. C'est à eux que les bolcheviks ont principalement emprunté les méthodes de « lutte politique », et non au parti social-démocrate auquel ils appartenaient officiellement. Netchaïev par exemple, révolutionnaire connu de la fin des années 1860, définissait ainsi le rôle et les méthodes de lutte des révolutionnaires dans la revue *Narodnaïa Rasprava*, éditée par lui à l'étranger :

« Nous ne possédons qu'un seul plan, négatif et invariable, un plan d'impitoyable destruction. La voie la plus courte pour arriver à ce but est la terreur... »

« Le révolutionnaire, — enseignait Ne-

tchaïev, — est animé d'un seul intérêt, d'une seule pensée, d'une seule passion : la révolution... N'est pas révolutionnaire qui a le désir de quelque chose de ce monde. Tout, sans distinction, doit y être pour lui objet de haine. » Ou encore dans son fameux *Cathéchisme*, Netchaïev proclame que « dans sa marche vers une destruction complète, générale et impitoyable, l'organisation révolutionnaire doit s'unir au monde farouche des bandits, ces seuls révolutionnaires authentiques de la Russie. » (p.p. 118 - 119).

Tels sont les « révolutionnaires professionnels » et non les hommes politiques - révolutionnaires dans le sens européen qui présidaient l'école de Lénine et « c'est à la même famille, selon l'auteur, qu'appartient Staline, incarnation vivante du « révolutionnaire professionnel » de Lénine » (ibid).

L'activité pratique de ces révolutionnaires tenait le plus souvent du bauditisme, mais cette circonstance n'intimidait nullement leur chef spirituel. « Répondant aux membres du parti qui trouvaient que les « expropriations » d'argent faites à main armée, auxquelles les bolcheviks eurent de plus en plus recours à partir de 1906, risquaient d'effacer toute distinction entre le révolutionnaire et le brigand professionnel, Lénine écrivait : « La guerre de partisans rapproche, dit-on, le prolétariat conscient des déclassés. C'est exact. Il en résulte que le parti du prolétariat ne peut jamais voir dans la guerre de partisans son seul moyen ou même son principal moyen de lutte et que ce moyen-là doit être conjugué avec d'autres, être harmonisé avec les principaux moyens de lutte et ennobli par l'influence éducative et organisatrice du socialisme. » (p. 120).

Pokrovski, professeur soviétique d'histoire, et ancien commissaire à l'Instruction publique, rappelle dans l'un de ses livres « l'aventure de Pougatchev, chef mi-brigand, mi-révolutionnaire du soulèvement social qui ébranla la Russie sous Catherine II », et il n'hésite

pas à conclure : « Nous n'avons pas à rougir de nos ancêtres lointains du dix-huitième siècle. » « Pougatchev, — écrit-il encore, — a été impitoyable, en effet, mais à l'égard d'une seule classe, celle des hobereaux. » (ib.)

Voilà donc à quelles méthodes, à quelle idéologie ont recourus les hommes qui gouvernent depuis vingt ans, l'ancien Empire Russe. N. de Basily examine pas à pas, l'activité du pouvoir soviétique dans tous les domaines de la vie populaire au cours de cette longue période ; il souligne les principales expériences tentées par le régime soviétique, dans le domaine économique en particulier et fournit toute une documentation puisée dans les statistiques soviétiques.

Il semble qu'en dépit des énormes sacrifices en hommes, les résultats ne sont pas très satisfaisants, comme on peut le voir :

Récolte en blé (chiffres exprimés en millions de quintaux :

1913	801.
1934	920.1 (p. 367)

Industrie lourde (en millions de tonnes) :

	1913	1934
Naphte	9,2	25,5
Houille	29,1	93,6
Acier	4,2	9,5 (p. 234)

Malgré le désir de l'auteur d'observer la plus stricte objectivité par rapport aux données soviétique, et nonobstant la constatation en ce qui concerne l'augmentation de la production industrielle, il n'en arrive pas moins à de tristes conclusions, lorsqu'il compare cette production à celle de l'Europe et de l'Amérique.

Avant la crise, la production par tête d'habitant, en kilogr. était :

Charbon

Angleterre	5.324
Etats-Unis	4.470
Allemagne	2.313
URSS (en 1934)	550

Belgique	837
Etats-Unis	321
France	244
Allemagne	184
Angleterre	140
URSS (en 1934)	62

Acier

Belgique	812
Etats-Unis	422
France	230
Allemagne	226
Angleterre	181
URSS (en 1934)	57 (p. 248)

Telles sont les réalisations soviétiques au point de vue quantité, dans tous les domaines de l'économie nationale par rapport avec les pays démocratiques. Quant à la qualité de la production, elle est bien inférieure à celle desdits pays. Les sacrifices considérables supportés par la population s'accompagnent toujours de promesses touchant à une amélioration dans un avenir prochain, mais « ce bien-être promis par les chefs de l'U.R.S.S. » ressemble de plus en plus, pour nous servir de l'expression de l'auteur « au mirage dans le désert qui disparaît toujours dès que le voyageur exténué et affamé croit être sur le point de l'atteindre. » (p. 392).

Disons enfin que pour les lecteurs de *Prométhée* il n'est pas sans intérêt de connaître la situation qui est faite en Russie soviétique, aux peuples non-russes et comment a été résolue la question des nationalités. On sait que d'après les statistiques officielles, l'U.R.S.S. compte 180 nationalités différentes et que d'après le dénombrement de 1926 la population non-russe de l'Union constituait les 47,1 % de l'ensemble.

En dépit de certaine sympathie de l'auteur à l'égard de l'ancien régime, il ne cache pas que les populations non-russes ou « allogènes » étaient mécontentes de la domination russe ; il limite ce mécontentement à la seule Pologne

jusqu'en 1880. Le développement des tendances séparatistes a été particulièrement favorisé par la politique nationaliste des deux derniers tsars, Alexandre III et Nicolas II. « Déjà les premières élections à la Douma démontrèrent l'esprit d'opposition de tous les allogènes... Les tendances séparatistes se développèrent et se fortifièrent parmi les allogènes et, en première ligne, parmi les Polonais et les Finlandais. » (p. 27).

Le mouvement séparatiste parmi les nationalités non-russes englobées de force dans l'U.R.S.S., a-t-il ou non augmenté sous le régime soviétique ? A cette question, l'auteur ne donne aucune réponse bien nette et cela laisse supposer qu'il n'a aucune sympathie pour le mouvement des populations non-russes, tendant à leur séparation d'avec la Russie. Cependant il reconnaît que les droits des non-russes, de ceux-là même qui se sont constitués en républiques nationales, sont d'après même les textes de la constitution, assez limités. « Pratiquement, c'est le centre qui administre aujourd'hui toutes les questions importantes, tandis que les libertés locales se réduisent de plus en plus au simple droit de pratiquer la langue parlée par chacun des peuples habitant l'U.R.S.S... L'usage de cette langue est obligatoire dans les administrations d'Etat locales. Elle est employée dans les livres et dans la presse... ainsi qu'au théâtre. Mais du fait de la centralisation administrative effective, c'est de Moscou que l'on prescrit le contenu de ce qui est représenté sur la scène, imprimé dans les livres, publié dans les journaux, enseigné dans les écoles. » (p. p. 138 - 139).

On peut donc en conclure, bien que l'auteur du livre ne le dise point, que le mouvement séparatiste parmi les populations allogènes de l'U.R.S.S., est bien plus considérable aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. Aussi sommes-nous d'accord avec l'auteur lorsqu'il dit : « ce que l'on peut affirmer dès à présent sans courir le risque de se tromper, c'est qu'après avoir tourné la page bolcheviste de

son histoire, la Russie ne retournera en aucun cas, à son ancien ordre social, économique et politique. » (p. 446). A cette déclaration nous ajouterons qu'après avoir été libérés de l'étau de l'impérialisme bolchevik, les peuples de l'U.R.S.S. iront dans la voie qui leur est propre — celle de la liberté nationale et d'une existence indépendante.

C. K.



Les nouvelles éditions de l'Institut d'histoire de l'Ukraine soviétique.

Les *Visti* du 21 mars annoncent que l'Institut d'histoire de l'Ukraine soviétique de l'Académie des Sciences de l'Ukraine prépare l'édition d'une grande œuvre pour les hautes écoles de l'Ukraine — « Le cours d'histoire de l'Ukraine ». En même temps le journal fait savoir qu'une édition historique de cet Institut « La Rous Kievienne et les principautés féodales du XII - XIII siècles » a déjà paru et que l'on en prépare d'autres : « L'Ukraine sous la domination de la Lithuanie », « B. Khmel'nitsky et l'union avec la Russie », « Koliïvchtchyna » (Le soulèvement des paysans ukrainiens au milieu du XVIII^e siècle), « L'histoire de l'Ukraine avant la révolution de février 1917 » et « La chronologie de l'Ukraine jusqu'à l'année 1861 ».

● L'Institut Sociologique ukrainien de Prague vient d'éditer le premier volume des « Œuvres choisies » du grand historien, sociologue et patriote ukrainien, professeur M. Dragomanov, qui fut dans la seconde moitié du XIX^e siècle le principal animateur du mouvement national ukrainien, d'abord à Kiev, puis après l'exil, à la tête des émigrés ukrainiens à Genève et ensuite à Sofia où il professait à l'Université.



B. Kroupnicki. *L'Hetman Philippe Orlik (1672 - 1742) : Aperçu sur son activité po-*

litique (en ukrainien). Travaux de l'Institut Scientifique Ukrainien. Vol. XLII. Série historique.

Après la malheureuse bataille de Poltava, l'Hetman de l'Ukraine, I. Mazeppa, se réfugia avec son gouvernement et les restes de l'armée ukrainienne, en Bessarabie, alors turqu. Il y mourut aussitôt. Philippe Orlik, secrétaire d'Etat, fut proclamé, par l'armée et le gouvernement ukrainien successeur du Grand Hetman.

Erudit, fin politicien, patriote indomptable, il s'acquitte de la mission qui lui fut confiée par une Ukraine envahie et occupée par les hordes moscovites de Pierre, le Grand Bureau, d'une façon qui força l'étonnement des générations postérieures et des historiens. Le livre de M. B. Kroupnicki, très documenté, montre, page par page, l'étonnante activité d'Orlik, activité qui secoue toute l'Europe et reste dans l'histoire de l'Ukraine enchaînée comme l'exemple le plus pur du patriotisme et de l'esprit de sacrifice d'un homme entièrement voué à la Nation.



Guide des bibliothèques de Paris, par M. Emile Leroy, secrétaire-trésorier de la Bibliothèque Nationale. Préface de Julien Cain, administrateur général de la Bibliothèque Nationale. Edition des Bibliothèques Nationales.

Au chapitre XI (bibliothèques étrangères), parmi les sept bibliothèques étrangères se trouve citée la Bibliothèque Simon Petlura avec l'indication de ses buts, les caractéristiques de ses fonds en livres, journaux, gravures, etc. et tous les renseignements nécessaires la concernant.



« *Revue Moderne illustrée des arts et de la vie* », N° 3, du 15 février 1938 (Paris) donne un article intitulé « Tableau de l'Ukraine d'autrefois » signé Sakti.

Cet article est si amusant qu'il serait même difficile de l'analyser, car l'auteur ne possède aucune connaissance ni de l'histoire de l'Ukraine ni de sa vie. D'après l'auteur, du IX^e au XIII^e siècle « Kiev n'était pas une ville ukrainienne. L'Ukraine n'existait pas encore. Seule la Russie de Kiev couvrait presque toute la terre russe. »

Après l'invasion tartare, l'auteur représente l'histoire de l'Europe Orientale de la façon suivante : « Au nord c'est la Moscovie, à l'Ouest, la Lithuanie, deux branches du grand arbre slave. La première, c'est la vraie Russie, pareille en tout à la Russie de Kiev... La seconde diffère à peine de la première. » « Les Slaves lithuaniens ont la poigne solide. Lambeaux par lambeaux ils arrachent aux Tartares toutes les terres du bassin du Dniepr... Le pays qu'habite ce peuple, pillard et turbulent, prend le nom de l'Ukraine (limitrophe). »

L'histoire de l'Ukraine du temps des Cosaques est présentée par l'auteur d'une façon aussi fantaisiste : « L'hetman Mazeppa, le chef des Cosaques petits-russiens... trahit son ami Pierre et passa du côté de ses ennemis. »

« Vers la fin du XV^e siècle, la Lithuanie se joint à la Pologne », « L'Ukraine se cabre aussitôt », « Finalement au XVII^e siècle, l'assemblée des Cosaques (la Rada) décide à l'unanimité de rompre avec la Pologne et d'adhérer à la Russie moscovite. »

Le peuple de l'Ukraine est caractérisé ainsi par l'auteur : « Travailler peu, se reposer beaucoup et chanter toujours — tel est le naturel du vrai Ukrainien. » « En Ukraine, la paresse est diffusée dans l'air et enveloppe plus ou moins tous les êtres. »

Il est incroyable que des articles pareils soient publiés en Europe Occidentale et à l'encontre de l'auteur, nous croyons que « cette paresse qui est diffusée dans l'air » n'enveloppera plus l'Ukraine, mais l'Europe Occidentale qu'elle aveugle totalement, tout au moins en ce qui concerne l'étude de l'Ukraine et de l'histoire de l'Europe Orientale. L'Europe Occidentale vit depuis tout un demi-siècle sur les racontars des fonctionnaires tsaristes moscovites.

Nous conseillons à tous ceux qui veulent écrire sur l'Ukraine d'étudier d'abord les sources ukrainiennes ou de s'abstenir.

E5114E
1938

307-4070733

IMPRIMERIE
DE NAVARRE
5, rue des Gobelins
PARIS 13^e
